



Assemblée générale

Cinquante et unième session

43^e séance plénière

Mardi 29 octobre 1996, à 10 heures

New York

Documents officiels

Président : M. Razali (Malaisie)

La séance est ouverte à 10 h 5.

10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

Point 3 de l'ordre du jour (suite)

Pouvoirs des représentants à la cinquante et unième session de l'Assemblée générale

b) Premier rapport de la Commission de vérification des pouvoirs (A/51/548)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution recommandé par la Commission de vérification des pouvoirs au paragraphe 19 de son premier rapport (A/51/548) se lit comme suit :

«L'Assemblée générale,

Ayant examiné le premier rapport de la Commission de vérification des pouvoirs et la recommandation qui y figure,

Approuve le premier rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.»

Nous allons maintenant passer à l'examen du projet de résolution recommandé par la Commission de vérification des pouvoirs, au paragraphe 19 de son premier rapport.

Je donne la parole au représentant de la République islamique d'Iran pour une explication de vote. Je rappelle aux délégations que les explications de vote sont limitées à

M. Al-Habib (République islamique d'Iran) (*interprétation de l'anglais*) : Ma délégation tient à émettre des réserves quant à la partie du premier rapport de la Commission de vérification des pouvoirs, contenu dans le document A/51/548, en ce qui concerne les pouvoirs d'Israël.

Conformément à la position du Gouvernement de la République islamique d'Iran sur la question, ma délégation entend se dissocier de la partie du rapport où il est question de l'approbation des pouvoirs d'Israël.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Nous venons d'entendre le seul orateur qui ait souhaité expliquer son vote avant le vote.

Nous allons maintenant nous prononcer sur la recommandation figurant au paragraphe 19 du premier rapport de la Commission de vérification des pouvoirs. La Commission de vérification des pouvoirs a adopté ce projet de résolution sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de résolution est adopté (résolution 51/9).

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je vais maintenant donner la parole aux représentants qui souhaitent expliquer la position de leur délégation sur la résolution qui vient d'être adoptée. Je rappelle aux délégations que les

explications de vote sont limitées à 10 minutes et qu'elles doivent prendre la parole de leur place.

M. Matri (Jamahiriya arabe libyenne) (*interprétation de l'arabe*) : Je tiens à préciser que le fait que ma délégation ne se soit pas opposée au premier rapport de la Commission de vérification des pouvoirs, contenu dans le document A/51/548, ne signifie en aucun cas qu'elle reconnaisse les pouvoirs de la délégation israélienne.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Nous venons d'entendre le seul orateur qui ait souhaité expliquer sa position.

Nous avons ainsi achevé la phase actuelle de notre examen du point 3 b) de l'ordre du jour.

Point 14 de l'ordre du jour (suite)

Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique

Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Agence (A/51/307)

Projet de résolution (A/51/L.9/Rev.1)

Amendements (A/51/L.10, A/51/L.11 et A/51/L.12)

M. Tasovski (l'ex-République yougoslave de Macédoine) (*interprétation de l'anglais*) : Au nom de ma délégation, je voudrais commencer par remercier M. Hans Blix, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), pour son rapport annuel d'activité de l'Agence, pour ses remarques et pour les efforts fructueux qu'il continue de déployer afin de promouvoir le travail de l'Agence. Le rapport passe en revue les activités que l'Agence a menées pendant l'année écoulée dans différents domaines ainsi que les progrès accomplis. Il indique en outre les problèmes et les difficultés auxquels l'Agence est confrontée.

Au cours de ses quelques 40 années d'existence, l'AIEA a joué un rôle important dans les efforts pour promouvoir les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et empêcher la prolifération des armes nucléaires. La prorogation définitive, l'an dernier, du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a été cruciale pour atteindre cet objectif. L'une des autres mesures les plus importantes qui aient été prises cette année pour empêcher la prolifération des armes nucléaires a été l'adoption du Traité d'interdic-

tion complète des essais nucléaires. C'est une mesure concrète dans l'esprit de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Mon gouvernement se propose, sous peu, de signer et de ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. La conclusion d'un traité multilatéral et vérifiable interdisant la production de matières fissiles aux fins de la fabrication d'armes nucléaires — ce que l'on appelle la convention «cut-off» — est un objectif important pour renforcer le régime du TNP, et il doit se voir donner la priorité à la Conférence du désarmement.

Ces dernières années ont été marquées par de profondes mutations. La fin de la guerre froide a fait naître l'espoir de voir s'ouvrir une nouvelle ère de paix et de coopération internationales. Ma délégation estime que le rôle de l'AIEA dans la période à venir sera extrêmement important pour promouvoir la coopération entre les pays dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et pour ce qui est d'offrir des garanties nucléaires. C'est un élément important de la coopération internationale dans son ensemble. Ma délégation se félicite en particulier des activités visant à renforcer les normes de sûreté nucléaire des installations nucléaires. La responsabilité internationale des États exploitant des centrales nucléaires à un niveau de sûreté dangereusement bas revêt une importance particulière. Il importe donc que ces États coopèrent étroitement avec l'AIEA pour appliquer les mesures et les normes de sûreté nucléaire. La Convention sur la sûreté nucléaire, premier instrument juridique relatif à la sûreté des centrales nucléaires, est entrée en vigueur le 24 octobre — la Journée des Nations Unies.

Ma délégation confirme qu'elle est résolument pour le renforcement de l'efficacité du régime de garanties et qu'elle adhère pleinement au Programme 93+2. La mise en oeuvre rigoureuse du Programme 93+2 accroîtra la capacité de l'Agence à détecter les activités nucléaires non déclarées.

Les activités de l'Agence en matière de coopération technique sont celles qui intéressent le plus directement de nombreux membres de l'AIEA. Le Gouvernement de la République de Macédoine est conscient de ce que l'assistance en matière d'utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire peut apporter au développement économique et social des pays. La coopération de mon pays avec l'Agence vise essentiellement l'amélioration des connaissances scientifiques et l'accroissement des utilisations pratiques de l'énergie nucléaire en médecine, dans l'agriculture et dans l'industrie. L'assistance technique fournie par l'Agence a été très importante, notamment pour ce qui est de la formation, de l'accès à de nouvelles techniques et du dévelop-

pement de nos propres connaissances dans le traitement des maladies animales, les techniques de radio-immunodosage en médecine nucléaire et la dosimétrie personnelle. Nous notons avec satisfaction que, pendant le premier semestre, l'Agence a réussi à mener à bien sa mission de programmes de pays en vue de déterminer le cadre de coopération du programme de pays d'ici l'an 2000.

Pour conclure, je voudrais souligner que mon gouvernement continuera d'appuyer pleinement le travail de l'AIEA, dont les programmes et les activités se sont révélés efficaces pour promouvoir la coopération internationale. J'aimerais aussi souligner l'importance que revêt l'adoption du projet de résolution intitulé «Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique» dont nous sommes saisis et que ma délégation a coparrainé.

M. Bohayevsky (Ukraine) (*interprétation de l'anglais*) : Qu'il me soit permis de commencer par remercier M. Hans Blix pour le rapport très complet qu'il a présenté à l'Assemblée générale. Dans sa déclaration, il a clairement expliqué le rôle capital joué par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour empêcher la prolifération des armes nucléaires et encourager les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

Pour l'Ukraine, les deux domaines d'activités de l'Agence sont très importants. Mon pays estime que l'année a été marquée par un certain nombre d'événements, dont deux sont étroitement liés à la question dont nous débattons aujourd'hui. Le premier, le 26 avril, a été la triste occasion du dixième anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, qui reste pour l'Ukraine et son peuple une douleur insupportable et un mal incurable.

La deuxième date importante est le 1er juin — jour où l'Ukraine a cessé d'être un État doté d'armes nucléaires après le retrait de la dernière ogive nucléaire stratégique de son territoire. C'est un événement historique de portée mondiale, car il a apporté une contribution concrète à l'élimination des armes nucléaires et au renforcement du régime de non-prolifération.

En éliminant le troisième plus grand arsenal nucléaire du monde, legs de l'ex-Union soviétique, l'Ukraine a également contribué concrètement et très sensiblement à la réduction de la menace nucléaire mondiale.

En dépit des énormes difficultés qu'elle connaît aujourd'hui, l'Ukraine continue de s'acquitter des obligations qui lui incombent au titre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et a acquis le statut d'État

non nucléaire. Ce fait, avec la ratification de START I, l'adhésion au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et l'appui à la décision prise sur la prorogation indéfinie du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, et finalement, le fait de s'être jointe aux États signataires du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, sont autant d'exemples convaincants qui prouvent que l'Ukraine est déterminée à renforcer le régime international actuel de non-prolifération des armes de destruction massive.

Nous appuyons pleinement les activités que mène l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour accélérer et élargir les avantages que l'énergie atomique peut apporter aux nations, lorsqu'elle est utilisée comme il convient. C'est pourquoi nous considérons que le système de garanties de l'Agence est le principal élément des mesures prises par la communauté internationale pour s'assurer que l'énergie nucléaire est exclusivement utilisée à des fins pacifiques.

Vu les tâches auxquelles nous devons faire face aujourd'hui, nous considérons que les mesures prises par l'AIEA sont de nature à améliorer l'efficacité du système de garanties. Nous continuons d'appuyer les efforts faits par l'Agence pour améliorer ses aptitudes à détecter, le cas échéant, l'activité nucléaire non déclarée et contribuer ainsi à prévenir la prolifération des armes nucléaires. L'Ukraine se félicite également des progrès réalisés par le comité que le Conseil des gouverneurs a créé le 14 juin 1996 et qui est chargé de renforcer l'efficacité et le rendement du système de garanties. Nous sommes convaincus que si les principes du respect de la souveraineté nationale, de l'égalité des conditions et de la nature universelle de la participation des États dans cette activité sont satisfaits, il sera possible de réussir à mettre au point un système de garanties renforcé se fondant sur ce qu'on appelle le soi-disant Programme 93+2.

C'est sur cette base que l'Ukraine a appuyé la résolution pertinente adoptée à la quarantième session de la Conférence générale de l'Agence, de même que la résolution sur la mise en oeuvre de l'accord entre l'Agence et la République populaire démocratique de Corée pour l'application des garanties en liaison avec le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. L'Ukraine fait siennes les préoccupations exprimées au sujet du risque découlant du trafic illicite de matières nucléaires. Nous appuyons le programme de prévention et de lutte contre le trafic illicite de matières nucléaires et nous avons manifesté notre volonté d'appuyer les objectifs et les mesures incorporés dans la Déclaration adoptée au Sommet de Moscou sur la sûreté et

la sécurité nucléaires en avril dernier. J'aimerais également rappeler qu'à la quarantième Conférence générale de l'Agence, la délégation de l'Ukraine a parrainé la résolution sur les mesures contre le trafic illicite de matières nucléaires et d'autres sources radioactives.

La Conférence internationale sur le thème «Une décennie après Tchernobyl : Évaluation des conséquences radiologiques de l'accident», qui s'est tenue à Vienne en avril dernier, est un événement important pour ce qui est de maintenir un niveau de sûreté adéquat dans les installations nucléaires. Les leçons tirées de la catastrophe de Tchernobyl continueront d'être un grave sujet de préoccupation pour le public. Mais compte tenu de l'expérience acquise à la suite de cette tragédie, il est devenu évident aujourd'hui que pour surmonter ses lourdes conséquences il faut mobiliser l'attention au plan universel.

Dans ce contexte, nous pensons que l'Agence devrait, dans la mise sur pied d'un régime de mise en valeur sûre de l'énergie nucléaire, jouer un rôle d'avant-garde et continuer de se développer au cours des années à venir.

En Ukraine, nous comprenons pleinement la préoccupation manifestée par de nombreux États en ce qui concerne la sûreté de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Mais, comme chacun le sait, la décision a été prise de démanteler cette centrale d'ici à l'an 2000. Cependant, cet engagement ne pourra être pleinement honoré que si notre pays reçoit l'assistance financière et technique nécessaire. À cet égard, nous avons accueilli avec satisfaction la déclaration faite hier matin par le représentant de l'Irlande, au nom de l'Union européenne, et selon laquelle l'Union s'engage à fournir une assistance financière pour aider l'Ukraine à améliorer la sûreté et la sécurité nucléaires.

L'Ukraine appuie les activités que mène l'Agence pour établir un régime global de responsabilité civile en cas de dommage nucléaire, et nous avons confirmé notre adhésion à ses principaux principes en nous associant au mois de septembre dernier à la convention pertinente. Nous nous félicitons de l'expansion de la coopération technique avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui couvre, entre autres choses, les principales activités dans les domaines de la sûreté nucléaire et de la sûreté des sources de rayonnement et la sûreté des centrales nucléaires en service. Aujourd'hui, neuf projets conjoints entre l'AIEA et l'Ukraine sont mis en oeuvre dans le domaine de l'énergie nucléaire, qui ont une importance pratique évidente pour mon pays.

L'Ukraine se félicite également de l'élaboration de la Convention sur la gestion sûre des déchets radioactifs et espère avoir connaissance sous peu des résultats concrets du Groupe d'experts internationaux chargé de cet important travail. L'Ukraine appuie pleinement les préparatifs relatifs à cet instrument.

Pour terminer, je dois souligner que l'Ukraine respecte et appuie les nombreuses activités que mène l'AIEA visant à promouvoir la coopération mondiale dans l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et le renforcement du régime international de non-prolifération.

M. Ali Khan (Pakistan) (*interprétation de l'anglais*) : Je voudrais, au nom de la délégation pakistanaise, rendre un hommage tout particulier à M. Hans Blix, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et à son équipe pour la façon dont ils ont amélioré cette année la présentation et la teneur du rapport de l'Agence. Cela aidera certainement à mieux comprendre le travail qu'accomplit l'Agence.

L'Agence, comme chacun le sait, s'occupe de deux domaines d'activité majeurs : la prévention de la prolifération nucléaire et la promotion de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Tout déséquilibre dans ces activités irait à l'encontre des objectifs de l'AIEA. Les priorités seront, évidemment, déterminées par les États membres eux-mêmes.

Le rapport annuel commence, cependant, par une référence à la prorogation indéfinie du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en mai 1995. L'idée maîtresse de l'évaluation de cette importante décision donne l'impression que l'Agence sera guidée par les États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Cependant, la Conférence de 1995 des parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation, même si elle a constitué un événement significatif, n'avait, à notre avis, rien à voir avec l'Agence.

Le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement indiquait clairement au paragraphe 68 :

«Tous les États devraient également avoir accès aux techniques, matériels et matériaux en vue de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et pouvoir librement les acquérir, compte tenu des besoins particuliers des pays en développement.» (A/S-10/4, Sect. 3)

Nous pensons que l'Agence doit rechercher les directives des États membres telles qu'énoncées dans les organes directeurs.

En dépit de son image négative dans l'opinion publique de certains pays et des craintes suscitées par le risque d'une prolifération nucléaire, l'énergie nucléaire demeure une option énergétique viable et intéressante pour de nombreux pays en développement, et en particulier pour ceux qui manquent de combustibles fossiles. Les moyens classiques de produire de l'électricité, — centrales thermiques, hydrocarbures, gaz ou charbon —, non seulement imposent à ces pays un lourd fardeau financier, mais font peser une grave menace sur l'environnement.

À cet égard, on se souviendra que le colloque international sur l'électricité, la santé et l'environnement, organisé par l'Agence en octobre 1995, est parvenu à la conclusion que l'énergie nucléaire pouvait jouer un rôle important dans la réduction des émissions de dioxyde de carbone et de la pollution du secteur de l'électricité. Les incidences des centrales nucléaires sur la santé de l'homme sont moins graves que celles des centrales fonctionnant au charbon. Malgré le rôle crucial qu'une énergie nucléaire relativement favorable à l'environnement peut jouer dans le développement économique de pays manquant de combustibles fossiles, le message n'a pas été compris à sa juste valeur par les décideurs et l'opinion publique.

Afin d'encourager et de promouvoir les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, l'exigence de base serait de fournir une aide et une coopération techniques. Les résultats de l'Agence sont à cet égard satisfaisants. Je voudrais féliciter le Directeur général d'avoir atteint un taux sans précédent de 75,7 % pour ce qui est des réalisations totales et un taux de 85,5 % pour ce qui est de l'élaboration de projets modèles en 1995.

Toutefois, ce taux élevé de réalisations a réduit considérablement les réserves de ressources disponibles d'ici la fin de 1995. Toutes réductions futures au-delà de ce niveau pourraient être préjudiciables à la mise en oeuvre efficace des programmes de coopération technique. Afin de garantir la poursuite du succès de l'Agence en matière de coopération technique, tous les États Membres devraient verser à temps et intégralement leurs contributions.

La prévention de la prolifération nucléaire est un autre objectif majeur de l'Agence. À cette fin, l'Agence a passé des accords de garanties avec des États Membres. Le Pakistan a toujours souscrit aux garanties de l'Agence et continuera de leur apporter son plein appui. Cette démarche

est conforme à notre attachement indéfectible de la non-prolifération nucléaire et aux efforts que nous faisons pour libérer notre région de la menace de l'armement nucléaire.

En raison des tensions dont notre région est le théâtre, le problème de la prolifération nucléaire est source de vives préoccupations. La situation en Asie du Sud peut empirer à tout moment. La cause principale de la tension en Asie du Sud réside dans le différend relatif au Cachemire et le déni brutal du droit à l'autodétermination du peuple cachemirien. Le seul moyen efficace de réduire la tension consiste à résoudre le différend relatif au Cachemire, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. La réduction des tensions éliminera sans aucun doute les causes de la prolifération nucléaire dans cette partie du monde.

Notre Premier Ministre, Mohtarma Benazir Bhutto, lorsqu'elle a pris la parole devant l'Assemblée le 3 octobre 1996, a proposé la tenue d'une conférence multilatérale sur la paix et la sécurité en Asie du Sud. Cette conférence permettrait de promouvoir le règlement du différend relatif au Cachemire ainsi que des accords sur la limitation des armes classiques et des mesures de modération nucléaire. Nous espérons que cette proposition recevra un écho favorable de la part de la communauté internationale et de notre voisin.

Tout en appuyant pleinement un renforcement de l'efficacité et du rendement du système de garanties de l'AIEA afin d'éviter la possibilité de non-respect, nous estimons que toute modification apportée au système existant devrait s'effectuer dans le cadre des instruments juridiques actuels. Les mesures proposées pour renforcer les garanties devraient être non intempestives, techniquement réalisables et rentables.

Le Pakistan a pris une part active dans le renforcement des mécanismes existants et dans l'élaboration des nouvelles méthodes qui figurent dans le Programme 93+2. Ce programme s'adresse aux pays qui ont signé avec l'Agence des accords de garanties basés sur le document INFCIRC/153. Les propositions d'une extension du Programme au pays qui ne tombent pas pleinement sous le coup des garanties sont contraires à l'esprit du Programme. Nous pensons que l'ensemble du Programme doit être largement débattu pour aboutir à un consensus sur ses aspects juridiques, techniques et économiques.

L'énergie nucléaire représente un double fardeau : le stigmate d'Hiroshima et le legs de Tchernobyl. Alors que le premier est traité par des mesures de garanties, de non-prolifération et de désarmement, le second nécessite une

attention accrue s'agissant de la sûreté des installations nucléaires. Le Pakistan accorde la plus haute priorité à la sûreté de ses installations nucléaires et a bénéficié des compétences de l'Agence en matière de sûreté nucléaire. La récente entrée en vigueur de la Convention internationale sur la sûreté nucléaire est une mesure dont nous nous félicitons. Nous espérons que l'AIEA assurera maintenant l'échange le plus large possible de l'information relative à la sûreté et à la mise en commun des connaissances. Le Pakistan ratifiera la Convention dès que les procédures nationales, législatives et administratives requises seront achevées.

La responsabilité de l'Agence en matière de réglementation ne devrait pas conduire à imposer des restrictions arbitraires au transfert de la technologie nucléaire à des fins pacifiques. Malheureusement, des restrictions ont été imposées même lorsqu'il était manifeste qu'il n'existait aucun risque de prolifération. L'information relative à la sûreté a parfois même été refusée. Cette attitude n'est propice ni à l'évolution de techniques et de méthodes plus sûres ni à la promotion d'une ouverture et d'une transparence plus grandes en matière de technologie nucléaire. Comme il s'agit là des objectifs clefs de l'Agence, nous espérons qu'elle redoublera d'efforts pour les atteindre. L'Agence internationale de l'énergie atomique devrait s'efforcer d'éliminer tout obstacle au transfert de la technologie nucléaire à des fins pacifiques.

Nous attendons de l'Agence qu'elle adopte des mesures non discriminatoires concernant l'accès à l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Cet accès ne devrait pas être lié à des engagements de non-prolifération. La classification des États lorsqu'il s'agit de leur permettre l'accès à la technologie de l'énergie nucléaire, l'information y relative et le savoir-faire à d'autres fins pacifiques ferait plus de mal que de bien s'agissant de la réalisation de l'objectif général d'un monde sûr et non pollué.

Mme Tolle (Kenya) (*interprétation de l'anglais*) : Qu'il me soit permis d'exprimer tout d'abord ma reconnaissance à M. Hans Blix, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour son aperçu général des activités de l'Agence au cours de l'année écoulée, qui s'ajoute au quarantième rapport de l'AIEA pour l'année 1995, publié sous la cote A/51/307. Ma délégation tient à féliciter le Directeur général et tout le personnel de l'AIEA qui se sont engagés à servir la communauté internationale en s'acquittant des mandats confiés à l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Au fil des ans, l'Agence internationale de l'énergie atomique a fourni une assistance aux États Membres pour leur permettre de mettre au point des applications pacifiques de la technique nucléaire. Sur le plan de la formation, l'AIEA a financé des cours régionaux qui ont grandement contribué à promouvoir la coopération régionale et à faciliter les échanges d'idées. Grâce à ces efforts, plusieurs projets et activités de technique nucléaire ont été lancés, d'autres sont planifiés.

À cet égard, l'Accord régional de coopération pour l'Afrique sur la recherche, le développement et la formation dans le domaine de la science et de l'énergie nucléaire (AFRA) a été mis en application. Ce programme s'est révélé très utile étant donné son orientation, ses objectifs et sa capacité à répondre aux besoins de la région, notamment dans les domaines de la mise en valeur de la main-d'oeuvre, de l'échange d'expériences et du partage d'installations disponibles. Il a également joué un rôle capital en renforçant le principe et la notion même de coopération régionale et d'autonomie dans le continent africain. Le Kenya est attaché à ce principe et à cette notion et tient à affirmer qu'il s'associe pleinement aux activités du programme AFRA, et les appuie.

À l'échelon bilatéral, l'Agence contribue à l'élaboration de différents projets dont le but est de contribuer à stimuler notre production agricole. À cet égard, sept projets sont à mentionner. Ils concernent le diagnostic et le contrôle des maladies animales, l'amélioration de la production du bétail, les études sur la mouche tsé-tsé et la trypanosomiase, les techniques à isotopes pour une bonne utilisation des engrais, la fixation de l'azote par des espèces d'arbres à objectifs multiples ainsi que l'analyse des résidus de pesticides. Tous ces programmes sont actuellement en cours de réalisation.

Par ailleurs, un projet de document-cadre de programme de pays concernant le Kenya, qui sera au centre des activités futures en matière de transfert de techniques de l'Agence internationale de l'énergie atomique à moyen terme, a été élaboré et le processus d'approbation du gouvernement a été mis en route à la suite de la mission de l'AIEA. Lorsqu'il sera adopté, ce document-cadre de programme de pays ne constituera pas seulement une base pour les activités prioritaires sur lesquelles se concentreront les efforts de coopération technique et les ressources, mais également un cadre de référence et un instrument de programmation pour les futures activités de coopération technique dans les quatre à six années à venir; en outre, il permettra de lancer des programmes régionaux là où ils se révéleront les plus utiles.

Une infrastructure efficace de sûreté nucléaire et de gestion des déchets nucléaires est une condition préalable à une bonne gestion et à un transfert des techniques nucléaires sûr, conformément aux principes relatifs à la protection contre les rayonnements et aux pratiques nucléaires sûres, qui constituent la base de la mise au point et de l'utilisation des techniques nucléaires dans notre pays.

L'Agence nous a aidés dans ce domaine en fournissant l'information et l'assistance nécessaires aux institutions kényennes. Nous souhaiterions une assistance de ce type plus étendue et nous prions l'Agence de maintenir ses efforts en vue de trouver des solutions locales susceptibles d'améliorer considérablement le niveau général de sûreté nucléaire et de gestion des déchets nucléaires dans toutes les régions.

Nous constatons avec satisfaction que la prochaine réunion du Groupe à composition non limitée d'experts techniques et juridiques participant à la rédaction de la convention sur la gestion sûre des déchets radioactifs se tiendra en novembre en Afrique. Nous sommes heureux que la réunion ait lieu dans notre continent et nous tenons à confirmer que le Kenya y participera activement compte tenu de cette importance juridique et technique. Nous demandons également à l'Agence d'accroître la fréquence des réunions internationales de cette importance dans notre région.

Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) est un mécanisme de portée mondiale extrêmement important pour la solution des questions relatives à la non-prolifération nucléaire. La signature, le 11 avril 1996, au Caire, du Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique — connu également sous le nom de Traité de Pelindaba — par 45 États africains et quatre États dotés d'armes nucléaires, constitue un événement historique qui contribuera au renforcement du régime de non-prolifération. La création de la zone africaine exempte d'armes nucléaires vient s'ajouter aux mesures déjà prises en vertu du Traité sur la non-prolifération et confirme la portée que nous y attachons en Afrique.

Le Kenya est convaincu de l'utilité de ce type d'accords régionaux pour réduire les tensions, encourager le développement socio-économique durable, promouvoir la confiance et renforcer la sécurité régionale. Ces accords présentent également l'avantage de pouvoir s'adapter aux caractéristiques et aux besoins particuliers de la région géographique dans laquelle ils sont mis en oeuvre. Il est donc extrêmement important d'appuyer ces initiatives régionales afin de réduire la prolifération nucléaire. À cet

égard, nous sommes encouragés par les travaux réalisés actuellement par l'Agence internationale de l'énergie atomique pour promouvoir l'utilisation pacifique des techniques nucléaires, le renforcement des garanties et la réduction de tous les types de risques posés par les techniques nucléaires.

Renforcer le développement socio-économique durable nécessite une production d'énergie suffisante et fiable. Pour le moment, nous dépendons beaucoup trop des sources d'énergie fossile et hydroélectrique, notamment dans les pays en développement et les pays les moins avancés. Dans certains cas, ces sources ne sont ni économiques, ni bonnes pour l'environnement. D'autres sources d'énergie viables, y compris l'énergie nucléaire, doivent être également explorées. C'est pourquoi l'Agence a un rôle important à jouer dans la mise au point des réacteurs de recherche nucléaire au profit d'États Membres entrant dans la catégorie des pays en développement ou des pays les moins avancés. Ces initiatives favoriseraient sans nul doute le transfert de techniques susceptibles d'être utilisées à l'avenir dans la construction de réacteurs nucléaires destinés à la production d'énergie additionnelle.

Le Kenya est persuadé que l'Agence internationale de l'énergie atomique fournira une aide pour la mise au point de capacités institutionnelles et pour une stratégie de développement des sciences nucléaires et techniques soutenues par une infrastructure et une logistique appropriées.

Les informations faisant état de l'existence de programmes nucléaires clandestins et d'un trafic de matières nucléaires préoccupent vivement ma délégation. C'est là une réelle menace pour la sécurité régionale et internationale. À cet égard, le Gouvernement du Kenya se félicite de la mise en oeuvre de la Partie I du Programme 93+2 concernant le renforcement et l'efficacité du système de garanties. Le projet de protocole actuellement à l'examen à Vienne constitue une solide base de travail pour les négociations futures relatives à la mise au point d'un instrument juridique équilibré, de portée universelle et non discriminatoire, en mesure d'offrir de meilleures garanties contre toute tentative de détournement de matières nucléaires de l'utilisation prescrite.

Ma délégation a pris note avec satisfaction des initiatives entreprises par l'Agence pour assurer une représentation élargie des pays en développement au sein du personnel du Secrétariat, qui dépasse maintenant l'objectif de 30 % proposé par les États Membres en 1981. Ma délégation apprécie également la présence accrue de femmes parmi les administrateurs du Secrétariat et espère qu'une

représentation géographique équitable deviendra bientôt une réalité.

Je terminerai en exprimant la conviction que les techniques nucléaires joueront un rôle très important au cours des prochaines décennies. Alors que nous abordons le XXI^e siècle, la communauté internationale se doit donc de continuer à explorer les possibilités d'utilisation des techniques nucléaires à des fins pacifiques avec pragmatisme, clairvoyance et en faisant preuve d'imagination.

M. Jose (Inde) (*interprétation de l'anglais*) : Nous avons écouté attentivement la présentation du rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) que nous a faite le Directeur général, M. Hans Blix, et avons pris bonne note de son contenu.

À l'occasion de son quarantième anniversaire, nous devons rappeler une fois encore que l'Agence a été établie dans le but :

«d'accélérer et d'élargir la contribution de l'énergie atomique à la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier». (*Statut de l'AIEA, art. II*)

Durant ces quatre décennies, nous avons vu l'Agence évoluer et croître pour devenir ce qui est peut-être l'organisation la plus scientifique du système des Nations Unies. Nous notons que l'Agence a été en mesure de poser certains jalons importants, y compris la mise en place de projets modèles, la mise en oeuvre du concept de «partenaires dans le développement», l'élargissement de plusieurs programmes d'applications nucléaires, la création d'un groupe consultatif permanent chargé de l'assistance et de la coopération techniques, ainsi que la rationalisation et l'amélioration de plusieurs programmes et activités en cours. Nous demandons une fois encore aux pays de verser intégralement et en temps opportun leurs contributions volontaires au Fonds de coopération et d'assistance technique.

L'Agence, cependant, a encore beaucoup à faire si elle veut servir sensiblement la cause du développement durable, en particulier dans les pays en développement. Nombreux sont ceux qui doivent être convaincus que la technologie nucléaire est l'option inévitable pour satisfaire les besoins en énergie des pays en développement et qu'il est utile d'appuyer les programmes et les activités qui se fondent sur des techniques nucléaires, eu égard à l'eau potable, l'alimentation, la santé et l'environnement. Si nous voulons que l'Agence contribue à l'édification d'un monde meilleur, elle devra accorder la même importance à ses activités promotionnelles qu'à ses activités non promotionnelles.

Comme l'Assemblée le sait certainement, l'Accord de coopération régionale pour la recherche, le développement et la formation liés aux sciences relatives et aux techniques nucléaires est né du India-Philippines Agency Project, qui visait essentiellement l'utilisation des réacteurs de recherche actuellement en service dans la région. Nous pensons que le moment est venu d'inclure le développement de l'énergie nucléaire dans le cadre de cet accord. Nous en avons toujours appuyé les activités vu le rôle utile qu'il joue dans la promotion de la coopération régionale et dans l'application des techniques nucléaires à la médecine, à l'agriculture et aux sciences fondamentales, et nous continuerons à le faire à l'avenir.

En tant que l'un des plus grands producteurs d'isotopes du monde, l'Inde est profondément attachée à la pratique de la médecine nucléaire. La plupart des isotopes produits par l'Inde sont utilisés dans le pays pour encourager le diagnostic et le traitement curatif, soit en radiopharmacie ou comme sources de radiation pour une vaste gamme de problèmes médicaux. L'irradiation des oignons, des pommes de terre, des épices, des légumes secs, des grains, des fruits de mer et autres aliments afin de les préserver et de réduire les pertes dues à la germination, aux insectes et aux microbes, est l'une de nos missions nationales. La diversification de la recherche et du développement dans des domaines liés à la science et à la technologie nucléaires a été l'un des points forts de notre programme. Une interaction avec l'industrie nous permet de transférer divers processus et prototypes que nous avons développés à des activités commerciales.

Nous avons accordé une place primordiale à la sûreté dans toutes les activités s'étendant à tout le cycle du combustible nucléaire, depuis la prospection et l'exploitation des gisements jusqu'à la gestion des déchets. La sûreté est un des importants sujets de recherche et de développement, et des groupes spécialisés du Département de l'énergie atomique s'y intéressent depuis la mise en place de notre programme de contrôle et d'amélioration continus de systèmes basés sur notre propre expérience et celle acquise par ailleurs. Le Indian Atomic Energy Regulatory Board, créé en 1983, répond aux normes internationales actuelles de réglementation et s'est bien acquitté de ses fonctions en tant que gardien de notre programme nucléaire et d'autres installations qui utilisent des radiations. L'Inde est l'un des pays qui ont signé la Convention sur la sûreté nucléaire lorsqu'elle a été ouverte à la signature, et nous sommes maintenant sur le point de la ratifier. L'Inde appuie et continuera d'appuyer toutes les activités que mène l'AIEA pour promouvoir la sûreté.

L'Inde s'est vivement intéressée à la mise au point et à la rédaction de la Convention sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs depuis la mi-1995, et elle y a activement participé. Bien qu'un degré élevé de convergence existe sur de nombreuses questions dont traitera cette convention, nous devons redire que pour des pays comme l'Inde, dont le programme nucléaire est fondé sur un cycle de combustible fermé, il n'est pas possible d'envisager d'inclure la question de combustible irradié dans une convention qui traite de la sûreté de la gestion des déchets radioactifs. Pour nous, le combustible irradié est une ressource et non un déchet. En outre, puisque la plupart de la dégradation de l'environnement et d'autres effets constatés au niveau mondial sont dus à des déchets radioactifs provenant d'activités militaires, une convention sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs ne saurait passer sous silence l'existence de ces déchets.

Ces dernières années, beaucoup de temps et beaucoup d'énergie ont été consacrés à la question du renforcement des garanties, le fameux programme 93+2. Nous confirmons notre inquiétude eu égard au fait que les incidences financières du Programme pourraient se révéler excessives, qu'une trop grande emphase sur le rôle coercitif de l'Agence crée un déséquilibre dans l'attention et les ressources consacrées par l'Agence à ses activités de promotion, et qu'en accélérant l'exécution du Programme, l'Agence pourrait finalement s'apercevoir qu'elle a visé trop haut. Nous croyons qu'avant de se fixer de nouveaux objectifs l'Agence devrait consolider les travaux qu'elle accomplit actuellement, mettre pleinement en oeuvre les mesures figurant dans la partie I de la proposition, assimiler les leçons apprises et évaluer plus clairement les coûts probables. Néanmoins, nous sommes prêts à nous rallier au consensus sur cette question.

Les programmes de recherche coordonnée, les programmes de formation et les réunions techniques doivent traiter de plus en plus des domaines les plus avancés de la technologie nucléaire afin qu'ils profitent à un nombre accru de pays en développement qui renforcent le niveau de perfectionnement et les capacités de leurs programmes nucléaires nationaux respectifs.

Dès 1954, l'Inde a été le premier pays à demander une convention sur une interdiction de l'emploi des armes nucléaires et un plan d'action global pour instaurer un monde exempt d'armes nucléaires. En fait, non seulement nous nous sommes associés à tout effort entrepris sincèrement pour interdire toutes les armes de destruction massive, mais nous avons accepté toute obligation convenue et négociée au plan universel à cet égard. L'attachement de

l'Inde à l'objectif de l'élimination complète des armes nucléaires reste ferme et entier.

Nous soulignons que le désarmement nucléaire est une question mondiale. Avec 27 autres pays membres de la Conférence du désarmement, l'Inde a présenté une proposition par étapes devant conduire, selon un calendrier précis, à l'élimination des armes nucléaires. Nous continuerons de nous efforcer, avec d'autres pays partageant notre opinion, d'atteindre l'objectif caressé de longue date d'un monde exempt d'armes nucléaires.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer que l'Inde continuera d'appuyer activement les efforts que déploie l'Agence pour promouvoir et étendre les utilisations pacifiques de l'énergie atomique au profit des peuples du monde entier.

M. Park (République de Corée) (*interprétation de l'anglais*) : Ma délégation souhaite remercier sincèrement M. Hans Blix, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), d'avoir présenté le rapport annuel de l'Agence pour 1995 et de nous avoir fourni des informations additionnelles au cours de son intervention. Nous lui rendons hommage et nous saluons le professionnalisme de ses collaborateurs et la manière remarquable dont ils assument leurs responsabilités.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) s'est vu confier un double mandat : promouvoir l'utilisation pacifique de l'énergie atomique et mettre en oeuvre les clauses de garanties du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et d'autres accords internationaux. Ces deux missions de l'Agence se complètent l'une l'autre, étant donné que la transparence nucléaire favorisée à l'échelle mondiale par le système des garanties est essentielle pour assurer l'utilisation pacifique la plus large de l'énergie nucléaire à travers le monde. L'Agence a contribué de façon vitale au renforcement de la confiance du public vis-à-vis de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Sous l'angle de la sécurité mondiale, le rôle indispensable de l'Agence en matière de non-prolifération des armes nucléaires ne saurait être trop souligné.

J'aimerais tout d'abord aborder les questions liées aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. En tant que nation qui dépend lourdement de l'énergie nucléaire pour répondre à ses besoins d'énergie, avec 11 réacteurs en fonctionnement et six en construction, la République de Corée attache beaucoup d'importance aux travaux de l'Agence. Nous pensons que l'énergie nucléaire jouera un rôle de plus en plus important pour ce qui est du développement durable en tant que source d'énergie la plus attrayante et la

mieux à même de remplacer les combustibles fossiles, responsables d'une sérieuse détérioration de l'environnement. Nous reconnaissons également le grand potentiel des applications de la technologie nucléaire dans d'autres domaines que la création d'énergie, y compris la gestion des ressources en eau, le dessalement, la santé et la production d'aliments. C'est pour ces raisons que mon gouvernement a soutenu activement, et continuera de soutenir, les activités de l'AIEA dans ces domaines importants pour le bien-être de l'humanité.

Nous soutenons le rôle capital de l'AIEA dans la promotion de la coopération internationale dans les domaines de l'établissement de normes et de règles de sûreté nucléaire. Cependant, répondre aux préoccupations du public en ce qui concerne la sûreté du fonctionnement des installations nucléaires et les risques que les déchets radioactifs représentent pour l'environnement est la préoccupation de tous les gouvernements qui sont intéressés à s'équiper de réacteurs nucléaires. À cet égard, nous nous félicitons de l'entrée en vigueur de la Convention sur la sûreté nucléaire la semaine dernière, le 24 octobre, en tant que l'un des principaux succès de l'Agence, et nous espérons que l'adhésion à la Convention sera aussi large que possible. En tant que premier instrument juridique traitant directement de la sûreté des centrales nucléaires partout dans le monde, la Convention favorisera grandement la culture en matière de sûreté à l'échelle internationale, facilitant ainsi la mise au point d'une génération de l'énergie nucléaire.

Nous attendons impatiemment également la conclusion rapide des négociations en cours sur une convention relative à la gestion sûre des déchets radioactifs. Les progrès sensibles que l'on dit avoir été réalisés grâce aux efforts visant à renforcer le régime de responsabilité existant en cas de dommage nucléaire devraient aussi être accueillis comme un pas positif vers un renforcement de la sûreté nucléaire partout dans le monde. Nous espérons que ces efforts aboutiront bientôt à une révision de la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires. À cet égard, il convient de souligner que les conventions internationales relatives à la sûreté nucléaire ne sauraient remplacer la responsabilité des gouvernements nationaux qui doivent, en fin de compte, assurer la sûreté des activités nucléaires menées sur leur propre territoire.

Mon gouvernement attache beaucoup d'importance aux activités de coopération technique de l'Agence, en tant que moyen de contribuer au développement durable des pays en développement par le transfert de technologie nucléaire.

Tout en nous félicitant des nouvelles initiatives et approches adoptées par l'Agence, telles que la création du Groupe consultatif permanent sur l'assistance technique et la coopération et l'introduction de la notion de projets modèles, nous devons également souligner qu'il importe de financer comme il convient les projets de coopération technique pour en assurer le succès permanent.

En tant que pays ayant fortement bénéficié des programmes de coopération technique de l'Agence, la République de Corée s'efforce de contribuer de manière constructive au progrès des techniques nucléaires et au renforcement des activités de coopération technique de l'AIEA. Nous soutenons activement divers projets de coopération technique de l'AIEA et sommes en train de mettre en place le Centre international de formation nucléaire dans notre pays. En accueillant divers cours de formation de l'Agence dans ce centre, nous espérons partager avec d'autres États Membres le savoir-faire technique que nous avons acquis dans les domaines de la conception, de la construction, du fonctionnement et de l'entretien de centrales nucléaires.

J'aimerais passer maintenant aux activités de l'Agence en matière de garanties. La République de Corée a toujours soutenu le renforcement du système de garanties destiné à améliorer la capacité de l'Agence non seulement de détecter tout détournement de matériel nucléaire d'installations déclarées, mais également de fournir une assurance crédible de l'absence d'activités et d'installations nucléaires non déclarées. Dans ce contexte, la République de Corée participe activement à la mise en oeuvre des mesures de la partie 1 du Programme 93+2, en autorisant que des prélèvements soient faits dans ses installations aux fins d'étude de l'environnement.

Les États membres et le secrétariat de l'Agence déploient actuellement de très grands efforts pour élaborer des mesures visant à renforcer davantage le système de garanties sous une autorité juridique complémentaire. Tout en espérant une conclusion satisfaisante des mesures de la partie 2, nous tenons à souligner que les préoccupations légitimes des États concernés devraient être dûment prises en compte aussi longtemps qu'elles n'affectent pas l'idée maîtresse des mesures renforcées. Etant donné que les mesures de la partie 2 visent à accroître l'efficacité et l'efficience du système de garanties, la façon d'y parvenir doit être équilibrée.

Mon gouvernement partage la préoccupation générale au sujet du trafic illicite des matières nucléaires, qui risque de saper les réalisations obtenues avec tant de peine dans le

cadre des activités de garanties de l'Agence. Si rien ne peut remplacer des systèmes nationaux efficaces pour ce qui est de la comptabilité et de la responsabilité, en particulier dans les pays qui détiennent des matières nucléaires sensibles, s'agissant d'empêcher le trafic illicite, nous reconnaissons toutefois le rôle capital que l'Agence peut jouer dans l'échange d'informations et l'identification des sources de matériel volé. Nous nous félicitons également du programme de prévention et de lutte contre le trafic illicite des matières nucléaires adopté par les participants au Sommet sur la sûreté et la sécurité nucléaires, tenu à Moscou en avril 1996.

Le non-respect de longue date de la Corée du Nord de l'accord de garanties auquel elle a souscrit au titre du TNP continue de préoccuper sérieusement la communauté internationale. Ma délégation félicite le Directeur général de l'AIEA et son personnel des efforts impartiaux et sincères qu'ils déploient pour assumer les responsabilités de l'Agence au titre de l'accord de garanties. Le rapport annuel de l'Agence pour 1995 et le rapport présenté oralement hier par le Directeur général dépeignent clairement l'état de la situation en la matière après tous les efforts intensifs faits par l'Agence et la communauté internationale pour obtenir une transparence nucléaire de la part de la Corée du Nord. Le refus catégorique et persistant de la Corée du Nord de se conformer pleinement à ses obligations en matière de garanties représente une grave menace pour l'intégrité et la crédibilité du régime mondial de non-prolifération au titre du TNP et du système de garanties de l'AIEA.

S'agissant des efforts déployés au niveau bilatéral pour résoudre le problème nucléaire de la Corée du Nord, nous notons que certains progrès ont été réalisés dans la mise en oeuvre du Cadre agréé entre les États-Unis et la République populaire démocratique de Corée. Nous partageons l'idée selon laquelle ce cadre, s'il est pleinement mis en oeuvre, contribuera à la dénucléarisation de la Corée du Nord. C'est la raison pour laquelle mon gouvernement joue un rôle capital dans la fourniture de deux réacteurs à eau légère à la Corée du Nord, dont il s'est engagé à payer la plus grosse partie. Mais il faut souligner de nouveau que le Cadre agréé ne dégage pas la Corée du Nord de ses obligations multilatérales au titre du TNP. C'est pourquoi ma délégation demande instamment à la Corée du Nord de se conformer totalement et dans les plus brefs délais à l'accord de garanties qu'elle a conclu avec l'Agence. Dans l'attente d'une pleine application de son accord de garanties, nous prions instamment la République populaire démocratique de Corée de coopérer sincèrement avec l'Agence en préservant toute l'information utile à la vérification de l'exactitude et de l'exhaustivité du rapport initial de la Corée du Nord sur

l'inventaire des installations et des matières nucléaires soumis à garanties.

Mon gouvernement partage l'opinion selon laquelle la réforme du Conseil des gouverneurs de l'Agence a pris trop de retard. Nous croyons fermement que l'article VI du Statut de l'Agence doit être amendé, sans autre report supplémentaire, afin de refléter, dans la composition du Conseil, les modifications structurelles fondamentales qui sont intervenues dans la communauté nucléaire internationale au cours des deux décennies passées.

Ma délégation s'est jointe aux coauteurs du projet de résolution contenu au document A/51/L.9, introduit par le représentant du Canada. Nous espérons sincèrement que ce projet recueillera le soutien écrasant de l'Assemblée générale.

M. Berdennikov (Fédération de Russie) (*interprétation du russe*) : La délégation russe exprime sa gratitude au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Hans Blix, pour sa présentation du rapport annuel de l'Agence, lequel contient une description impressionnante des activités de l'AIEA.

La Fédération de Russie appuie de toutes les façons possibles les activités prioritaires de l'Agence. Nous approuvons les efforts de l'Agence au titre de son Programme 93+2 visant à mettre en place un système efficace pour détecter les activités nucléaires non déclarées.

Nous sommes bien conscients de la grande importance de l'Agence pour la coopération internationale dans l'emploi de l'énergie nucléaire et pour la fourniture d'une assistance technique aux pays en développement. L'année passée peut être décrite comme l'une des meilleures dans l'histoire de l'AIEA pour ce qui est de la mise en oeuvre de programmes de coopération technique. Malgré une situation économique compliquée, le Gouvernement russe a décidé de verser une contribution de 7,5 millions de roubles en 1996 au Fonds de coopération technique. Nous nous attendons à ce que la contribution russe au Fonds de coopération et d'assistance technique sera employée à bon escient.

Nous sommes convaincus que les programmes de l'AIEA mettront en oeuvre les conclusions du sommet de Moscou sur la sécurité et la sûreté nucléaires, d'autant que l'application de ces recommandations implique la participation la plus large et la plus effective des organisations internationales. Les documents du Sommet de Moscou ont été publiés en tant que documents officiels de l'Organisation des Nations Unies. Les résultats du Sommet de Moscou

sont également décrits au paragraphe 1079 du rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation comme un pas important dans la bonne direction. Ils ont également fait l'objet d'une appréciation positive lors du débat général en séance plénière et à la Première Commission.

Confirmer l'importance de l'énergie nucléaire dans la définition d'une stratégie de développement pour le vingt et unième siècle a été le point de départ des travaux du Sommet de Moscou. Parallèlement, l'avenir de l'énergie nucléaire est indissolublement lié au respect d'exigences de sécurité toujours plus rigoureuses. À cet égard, le Sommet de Moscou a fait un important pas en avant en proposant des programmes spécifiques de coopération internationale en vue de garantir la sûreté de fonctionnement des centrales nucléaires.

Ceci implique tout d'abord des projets visant à créer des réacteurs nucléaires plus sûrs pour le XXI^e siècle. Nous espérons que l'AIEA favorisera le développement des efforts internationaux dans ce domaine, en tenant compte de l'expérience acquise et des travaux menés avec succès en Russie, en France, en Allemagne, au Japon, aux États-Unis et d'autres pays en vue de créer de tels réacteurs. La création de centres internationaux de sûreté nucléaire en Russie et aux États-Unis est un progrès important vers une coopération internationale dans le domaine de la sûreté nucléaire.

Deuxièmement, ceci implique également la solution de problèmes complexes liés à l'utilisation et l'élimination sûres et économiques des déchets radioactifs. À cet égard, l'AIEA a déjà démontré qu'elle était non seulement un coordinateur, mais également une authentique force motrice dans le processus de coopération internationale. Selon nous, un programme global pour la gestion adéquate des déchets radioactifs doit être mis au point par tous les pays utilisant l'énergie nucléaire. Le but d'un tel programme pourrait être de ne pas augmenter le volume d'isotopes radioactifs sur notre planète, allant de pair avec un développement intensif de technologies nucléaires.

Le programme fédéral spécial de gestion des déchets radioactifs liquides et solides adopté en Russie reflète l'importance que nous attachons à ces activités. Ce programme est en voie d'exécution en Russie du Nord et d'Extrême-Orient. Nous espérons que la participation des pays d'Europe du nord, des États-Unis et du Danemark à des travaux entrepris au titre de ce programme intensifiera considérablement sa mise en oeuvre et permettra bientôt à la Russie d'accéder officiellement à l'amendement de 1993 de la Convention de Londres de 1972 sur la prévention de

la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets radioactifs et autres matières.

Troisièmement, les garanties de sécurité impliquent le développement et l'amélioration des régimes juridiques internationaux existants pour contrôler les activités dans ce domaine. L'entrée en vigueur de la Convention sur la sûreté nucléaire est une phase importante de ce processus, et la Russie a déjà commencé la mise en oeuvre pratique de ses dispositions. Également d'une importance considérable à cet égard est la mise en place — peut-être avec la participation de tous les États détenteurs d'installations et de technologies nucléaires — d'installations multilatérales pour résoudre les problèmes de responsabilité pour les dommages nucléaires. L'AIEA joue un rôle important dans ce domaine. Comme on le sait, la Russie a signé la Convention de Vienne sur la responsabilité civile pour les dommages nucléaires; les préparatifs de sa ratification sont en cours.

La nécessité d'une réponse adéquate de la communauté internationale au risque global persistant de la prolifération d'armes nucléaires est un élément clef pour garantir la sécurité nucléaire. La Russie apprécie hautement la décision prise par consensus l'an dernier par la Conférence d'examen et de prorogation de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) de proroger indéfiniment le Traité. Cette décision, ainsi que la signature du récent Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ont consolidé les bases d'une stabilité et d'une sécurité internationales et ont créé un élément supplémentaire de renforcement du régime de non-prolifération nucléaire.

D'une grande importance, selon nous, pourrait être le début de négociations sur un traité non discriminatoire, multilatéral et applicable universellement sur l'interdiction de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires et autres engins explosifs nucléaires.

Le renforcement du régime de non-prolifération et de la sécurité nucléaire implique une restriction crédible du trafic illicite de matières nucléaires. Il est à noter qu'après le Sommet de Moscou, qui a adopté un programme visant à prévenir et combattre le trafic illicite de matières nucléaires, un tel programme a reçu une priorité élevée au sein des activités de l'Organisation des Nations Unies relatives au désarmement, et en particulier la fraction du plan à moyen terme relative à la période 1998-2001. Cette disposition d'une importance fondamentale est également reprise dans le projet de résolution actuellement en débat, et dans le rapport de l'AIEA. Nous espérons que le projet de résolution A/51/L.9/Rev.1 sera adopté.

M. Edwards (Îles Marshall) (*interprétation de l'anglais*) : Le sujet dont nous sommes saisis présentant un grand intérêt pour la République des Îles Marshall, nous appuyons et parrainons le projet de résolution sur cette question depuis l'année même où nous avons accédé au statut d'État Membre de l'Organisation des Nations Unies. Nous sommes fiers de pouvoir le faire de même cette année. À cet égard, nous souhaitons voir toutes les délégations intéressées coopérer avec les auteurs du projet pour trouver une solution pragmatique et susceptible d'accommoder toutes les délégations.

Nous pensons que, cette année, les auteurs ont fait un travail admirable, et c'est sans aucune hésitation que nous appuyons sans réserve le projet de résolution A/51/L.9. Toutefois, nous ne serons pas en mesure d'appuyer les amendements proposés.

Ma délégation a pris note des nombreuses activités que mène l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et qui se reflètent dans son rapport. L'Agence a maintenant terminé la collecte d'échantillons sur les sites d'essais d'armes nucléaires en Polynésie française. L'expédition a été menée par 11 éminents scientifiques et nous sommes encouragés par le fait qu'ils ont bénéficié d'un accès adéquat aux sites des essais. Cependant, comme ma délégation l'a souligné à la Première Commission, il reste beaucoup à faire, et nous estimons que les autorités françaises pourraient contribuer à calmer les craintes que nous éprouvons, à savoir que des dommages durables ont été causés à la Polynésie française. Nous leur demandons de nous aider à accélérer la diffusion du rapport.

Les Îles Marshall ont fait savoir à l'Assemblée générale que le Forum du Pacifique Sud a encore une fois réaffirmé qu'une responsabilité spéciale existait à l'égard de la population des Îles Marshall, ancien territoire sous tutelle administré par les États-Unis, qui a été affecté par les essais d'armes nucléaires qui ont été effectués pendant la période de tutelle. Cette responsabilité comprend la réinstallation en lieu sûr des populations déplacées et la restauration des zones affectées à la productivité économique. Les Membres sont conscients qu'il s'agit là d'une question d'une importance extrême pour les Îles Marshall, et que nous nous préoccupons vivement des progrès qui doivent être réalisés d'urgence. Le rôle que doit jouer la communauté internationale se concrétise actuellement dans les Îles Marshall par la mission de visite de l'AIEA. La mission a rencontré le Président Kabua pour lui faire un exposé complet de la portée et de la nature de la mission de l'Agence dans les Îles Marshall. Mon gouvernement se félicite de la façon franche et transparente dont l'Agence mène ses travaux, car

elle fait en sorte de ne susciter aucun faux espoir d'un côté ou de l'autre.

Je ne suis pas en mesure de présenter le rapport des Îles Marshall sur l'évaluation de cette mission de visite de l'Agence. Je peux assurer l'Assemblée générale que nous n'épargnons rien pour que l'Agence puisse utiliser au maximum les installations limitées dont nous disposons. Nous faisons en sorte que l'Agence ait accès à tous les sites d'essais nucléaires endommagés dans les Îles Marshall, ainsi qu'au site de stockage actuel sur l'Île de Runit, de l'atoll d'Eniwetok, qui fait partie des Îles Marshall. C'est un simple dôme de béton qui recouvre une grande quantité d'humus dont on a prélevé des échantillons sur certains des sites d'essais. Ce dôme n'ayant pas été inspecté depuis longtemps, nous sommes inquiets au sujet de la sûreté du site. Nous estimons que l'Agence, dans le cadre de ses travaux aux Îles Marshall, sera capable de nous fournir une information plus complète qui nous permettra de planifier les mesures à prendre pour ce site à l'avenir.

L'autre tâche de la mission de visite est de procéder, de concert avec mon gouvernement, à un bilan général de la situation dans les Îles Marshall. Je peux assurer l'Assemblée que ma délégation soumettra son propre rapport afin que la transparence et la coopération restent les principales caractéristiques de notre coopération avec l'AIEA.

M. Bergh (Afrique du Sud) (*interprétation de l'anglais*) : L'Afrique du Sud se réjouit d'être encore une fois au nombre des auteurs du projet de résolution sur le rapport de l'AIEA. Ma délégation aimerait remercier le Directeur général de l'AIEA de sa déclaration et féliciter l'Agence des travaux qu'elle a réalisés au cours de l'année écoulée. Pendant cette période, nous avons pu noter une tendance régulière vers la non-prolifération et le désarmement mondiaux, dont les principales réalisations ont été l'adoption par l'Assemblée générale du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et la signature, au Caire, du Traité faisant de l'Afrique une zone exempte d'armes nucléaires, le Traité de Pelindaba. C'est au sujet de ce dernier que nous tenons à exprimer notre reconnaissance au Directeur général pour l'initiative qu'il a prise d'organiser une séance d'information spéciale sur le Traité de Pelindaba à l'intention des gouvernements africains qui s'est tenue au Caire le 12 avril 1996, et au cours de laquelle il a souligné les avantages que présentent les utilisations pacifiques de l'énergie et de la technologie nucléaires. Toutes les délégations se sont félicitées de cette séance d'information et en ont été reconnaissantes.

À notre avis, l'Agence s'est acquittée avec succès de son mandat particulier, et nous estimons que le rapport pour l'année 1995, ainsi que la déclaration du Directeur général que nous avons entendue hier, montrent clairement que les travaux qu'accomplit actuellement l'Agence couvrent toutes les facettes importantes du domaine de la technologie nucléaire. L'Agence est pleinement engagée dans la promotion de toute nouvelle application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, et nous nous félicitons d'avoir été en mesure de participer pleinement à toute la gamme des activités organisées et gérées par l'Agence. Nous connaissons la gamme d'activités que son mandat englobe, qui va de l'assurance à donner aux pays en développement que les efforts qu'ils déploient pour profiter de la technologie nucléaire et de toutes ses applications sont dûment appuyés, à la prestation de toute la gamme de services d'assistance aux membres pour qu'ils améliorent leurs procédures, leurs règlements et leurs recherches dans le domaine nucléaire, en passant par la mise en oeuvre des dispositions relatives aux garanties du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

Pour ce qui est de la mise sur pied de conventions et du maintien et de l'amélioration des normes de sûreté, l'événement peut-être le plus important a été l'entrée en vigueur, la semaine dernière, vendredi 24 octobre, de la Convention sur la sûreté nucléaire. J'ai le plaisir de pouvoir annoncer que le Parlement sud-africain examinera la question de la ratification de la Convention au cours de sa session actuelle. De plus, dans une quinzaine de jours, l'Afrique du Sud sera l'hôte du groupe à composition non limitée d'experts techniques et juridiques sur une convention relative à la sûreté de la gestion des déchets radioactifs, autre convention importante qui devrait être mise au point au cours de l'année prochaine.

Beaucoup d'événements intéressants sont survenus dans le domaine de la technologie nucléaire et dans le cadre des activités de l'Agence au cours de l'année dernière, et j'aimerais insister sur deux activités qui sont selon nous particulièrement importantes. Premièrement, dans le domaine de l'assistance technique, nous notons le succès notable remporté par l'Agence dans la mise en oeuvre des projets d'assistance technique et nous aimerions féliciter le Secrétariat de l'efficacité dont il a fait preuve dans la gestion de ces projets. L'Afrique du Sud a pour la première fois soumis des projets de son cru que doit examiner le Département de la coopération technique, lesquels, croyons-nous, profiteront non seulement à l'Afrique du Sud mais aussi à l'ensemble de la région de l'Afrique australe. L'année dernière, l'Afrique du Sud a assumé les fonctions de Président des pays membres de l'Accord africain de coopé-

ration régionale pour la recherche, la formation et le développement dans le domaine de la science et de la technologie nucléaires, qui est l'organisation régionale chargée de développer des projets au profit de toute la région et qui est largement financée au titre du budget de l'Agence consacré à l'assistance technique.

Nous pensons que ce travail est particulièrement important, et nous avons, en fait, apporté des ressources supplémentaires, en termes de financement et d'expertise, en plus de notre contribution au Fonds de coopération technique afin d'atteindre ces objectifs. Nous recommandons que les pays donateurs s'intéressent à l'Accord africain que je viens de mentionner et espérons que le travail important qu'il accomplit continuera de s'étendre.

Pour la question des ressources en matière d'assistance technique, l'Afrique du Sud fera en sorte que sa propre contribution reste pleinement conforme aux objectifs fixés par le Conseil des gouverneurs. Nous nous inquiétons cependant, de voir que la vaste majorité des fonds versés au Fonds de coopération technique émanent d'une poignée de pays donateurs et que parmi les pays qui sont en mesure de le faire tous n'y contribuent pas. Nous estimons que certains pays en développement dont la propre contribution à l'objectif du Fonds est relativement modeste, même s'ils sont souvent d'importants bénéficiaires des compétences et du financement des projets de l'AIEA, pourraient l'appuyer davantage. L'Ambassadeur de l'Afrique du Sud à Vienne a accepté de présider le groupe de travail sur le financement de l'assistance technique, et il accordera une grande attention à la recherche de solutions à ce problème.

Je voudrais aussi appeler l'attention de l'Assemblée générale sur l'opération entreprise par les Membres qui ont signé le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) pour la question de l'assistance technique et rappeler l'engagement pris à la Conférence des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation dans le paragraphe 19 des Principes et Objectifs de non-prolifération nucléaire et du désarmement selon lequel tous les efforts devraient être déployés pour faire en sorte que l'AIEA dispose des ressources financières et humaines qui lui sont indispensables pour s'acquitter efficacement de ses responsabilités dans des domaines comme la coopération technique. Ma délégation exprime sa reconnaissance aux membres de l'Agence, à la fois pays donateurs et pays en développement, qui honorent actuellement leurs engagements, et lance un appel à ceux qui sont en mesure de faire plus pour qu'ils relèvent les défis qui se posent à

l'Agence, en particulier à un moment où elle se prépare pour le prochain millénaire.

Passant à la question des garanties, ma délégation participe au travail du Comité qui examine actuellement le projet de protocole visant à renforcer l'efficacité et à améliorer le rendement du système des garanties. Le Comité a fait des progrès, et même s'ils n'ont pas été faits avec la célérité que nous aurions souhaité, nous voulons espérer qu'il pourra terminer ses travaux au début de l'année prochaine; nous attendons la prompte mise en oeuvre du protocole. Nous sommes particulièrement intéressés par deux principales questions : la première concerne la capacité supplémentaire que le protocole donne à l'Agence pour détecter les activités représentant un risque de prolifération. Cet aspect est particulièrement important et devrait être mis en oeuvre sans retard. En même temps, nous savons qu'il faut limiter les coûts et nous nous intéressons donc à l'amélioration du rendement. Nous espérons que grâce à des méthodes telles que la collecte d'échantillons de l'environnement, les inspections fréquentes et coûteuses auxquelles il est procédé pour veiller à l'application des garanties pourront être réduites, ce qui permettra de réaliser des économies.

Enfin, ma délégation voudrait remercier M. Hans Blix, Directeur général de l'AIEA, de sa direction éclairée et lui dire que nous regrettons sa décision de ne pas renouveler son contrat.

M. Campbell (Australie) (*interprétation de l'anglais*) : En prêtant l'appui vigoureux de l'Australie au projet de résolution dont nous sommes saisis concernant le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), projet de résolution que nous parrainons, je souhaite tout d'abord remercier le Directeur général de l'Agence, M. Blix, de sa déclaration exhaustive dans laquelle il a souligné le rôle crucial que l'AIEA joue pour prévenir la prolifération des armes nucléaires et encourager les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Nous souhaitons également remercier M. Blix de la façon remarquable dont il dirige les travaux de l'Agence.

L'Australie soutient vigoureusement l'Agence internationale de l'énergie atomique. Traditionnellement, nous avons toujours été à l'avant-garde de ceux qui appuient le projet de résolution concernant le rapport de l'AIEA. Les garanties internationales de l'AIEA et ses activités de coopération technique, activités qui étayent le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), sont pour nous très précieuses. La communauté internationale a réaffirmé l'importance qu'elle leur accorde lorsqu'elle a

décidé, à la Conférence de 1995, de proroger indéfiniment le TNP.

L'Australie salue chaleureusement l'adoption le mois dernier de la résolution sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, et l'ouverture du Traité à la signature. Nous en avons finalement terminé avec les essais nucléaires non seulement dans notre région, mais dans toutes les autres régions. Nous voudrions saisir cette occasion pour exprimer notre reconnaissance à l'AIEA pour le soutien qu'elle apporte à l'étude du Comité consultatif international sur la situation radiologique de deux atolls du Pacifique Sud, Mururoa et Fanga Taufa. L'Australie est représentée au Comité consultatif international et attend avec intérêt l'étude qui devrait donner quelques réponses concrètes aux questions que soulèvent les effets des essais nucléaires dans la région du Pacifique Sud.

Le projet de résolution de cette année souligne une fois encore le travail important réalisé par l'Agence dans plusieurs domaines : les garanties, l'assistance technique, la sûreté nucléaire, la protection radiologique et la gestion des déchets radioactifs, entre autres. Dans tous ces domaines, l'AIEA apporte une contribution cruciale à la sécurité internationale et la non-prolifération, ainsi qu'au développement social et économique. Les activités de l'Agence dans ces domaines méritent de continuer d'être appuyés.

Le projet de résolution souligne également les mesures et les décisions importantes que l'AIEA a prises pour renforcer l'efficacité du système des garanties. C'est là un élément important de la décision sur les Principes et Objectifs de non-prolifération nucléaire et de désarmement, adoptée à la Conférence de 1995 des Parties. Nous nous félicitons de la mise en oeuvre d'une série de mesures prises au titre du Programme 93+2 sous une autorité juridique existante. Nous espérons sincèrement que les négociations actuellement en cours à l'AIEA en vue de conclure un protocole type aux accords de garanties sur les mesures exigeant une autorité juridique supplémentaire termineront sous peu. Les États n'ont certainement pas oublié l'engagement qui a été pris à la Conférence de 1995 à l'effet de soutenir les décisions adoptées par le Conseil des gouverneurs de l'AIEA aux fins de renforcer l'efficacité et le rendement du système de garanties nucléaires et donc à mettre l'Agence mieux en mesure de déceler toute activité nucléaire non déclarée.

Nous demandons instamment aux États d'honorer cet engagement en achevant promptement les négociations qui sont en cours sur le protocole type 93+2, convaincus que c'est là le moyen de mettre le système des garanties de

l'AIEA au service des intérêts fondamentaux des États en matière de sécurité en renforçant sa capacité de déceler les activités non déclarées. En outre, l'achèvement de ces négociations contribuera sensiblement à l'amorce l'année prochaine des préparatifs de la Conférence de l'an 2000 des Parties au Traité.

Nous regrettons sincèrement qu'il ait été de nouveau nécessaire cette année de souligner dans le projet de résolution que deux pays continuaient à ne pas respecter leurs accords de garanties et à ne pas coopérer pleinement avec l'Agence. Nous demandons instamment à ces États, l'Iraq et la République populaire démocratique de Corée, de coopérer sans réserve avec l'Agence. Ces cas de non-respect montrent une fois de plus qu'il est très important de renforcer le système des garanties.

La coopération technique est un élément capital des activités de l'Agence. Il s'agit également d'un moyen important de permettre aux pays en développement d'accéder aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire selon des garanties appropriées. Ceci est conforme à l'article IV du TNP et au Statut de l'Agence et a également été reconnu dans la décision de la Conférence de 1995 concernant les Principes et les Objectifs de la non-prolifération nucléaire et de désarmement. L'Australie soutient depuis longtemps les activités de coopération technique que mène l'AIEA et nous nous félicitons des mesures qui sont présentées pour améliorer et renforcer leur efficacité.

Nous nous félicitons également de l'entrée en vigueur le 24 octobre 1996 de la Convention sur la sûreté nucléaire.

Enfin, l'Australie se réjouit de pouvoir réaffirmer son appui à la résolution dont nous sommes saisis, laquelle prend note et approuve les activités d'une importante institution internationale, l'AIEA. La résolution dans son ensemble démontre clairement le soutien de l'Assemblée générale des Nations Unies à l'AIEA et au rôle capital qu'elle joue dans le régime de non-prolifération nucléaire.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Canada, qui va présenter le projet de résolution A/51/L.9/Rev.1.

M. Snell (Canada) (*interprétation de l'anglais*) : Au nom des coauteurs, le Canada est heureux de présenter le projet de résolution amendé, A/51/L.9/Rev.1, concernant le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Ce projet amendé est le résultat de longues consultations entre les coauteurs et les parties intéressées en vue de prendre en compte les préoccupations de certains États Membres sur

les amendements proposés. En particulier, le document A/51/L.9/Rev.1 reprend les idées qui figurent dans deux amendements proposés dans les documents A/51/L.10 et A/51/L.12. Je suis heureux d'être en mesure de vous informer qu'à la suite de ces consultations, les délégations de l'Égypte et d'Israël ont accepté de retirer les documents A/51/L.10 et A/51/L.12, respectivement. Au nom des coauteurs, j'aimerais exprimer notre gratitude à ces deux délégations pour les efforts qu'elles ont déployés en travaillant avec nous afin de parvenir à un accord sur le texte de cette résolution. Nous les remercions de leur appui et de leur coopération à cette fin.

Enfin, le Canada se réjouit de vous soumettre ce projet amendé au nom des coauteurs. Nous estimons véritablement qu'il s'agit là d'un texte qui peut obtenir le plus large appui. Nous espérons que cette résolution sera adoptée avec l'appui le plus large possible.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Compte tenu de la déclaration faite par le représentant du Canada en ce qui concerne le projet de résolution A/51/L.9/Rev.1, je crois comprendre que les amendements contenus dans les documents A/51/L.10 et A/51/L.12 ont été retirés et ne seront donc pas mis aux voix.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Iraq, qui va présenter l'amendement au projet de résolution A/51/L.9/Rev.1, contenu dans le document A/51/L.11.

M. Hamdoon (Iraq) (*interprétation de l'arabe*) : J'ai le plaisir de présenter un amendement de l'Iraq, contenu dans le qui figure au document A/51/L.11, au projet de résolution présenté par le Canada au titre du point 14 de l'ordre du jour, intitulé «Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique» publié sous la cote A/51/L.9/Rev.1.

Avant d'exposer notre amendement, je voudrais confirmer à nouveau notre position sur les projets de résolution présentés au titre de ce point. Ces projets de résolution devraient s'attacher aux aspects techniques du travail de l'Agence internationale de l'énergie atomique et louer les efforts accomplis dans les domaines relevant de sa compétence. Toute tentative d'utiliser cette question à des fins politiques portera préjudice non seulement aux États visés mais également à la neutralité de l'AIEA et à son caractère technique. Lorsqu'on prend prétexte d'un projet de résolution concernant l'AIEA pour continuer d'affamer une nation tout entière, c'est encore pire.

À la suite des mesures de coercition imposées à l'Iraq par le Conseil de sécurité en vertu du Chapitre VII de la

Charte des Nations Unies l'AIEA s'est vu confier des tâches spécifiques. L'AIEA présente régulièrement au Conseil de sécurité un rapport sur ces tâches. Tenter d'aller au-delà des conclusions du rapport de l'AIEA et de l'influence négativement porte atteinte à la crédibilité de l'Agence et on devrait s'en abstenir. Le paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution est un exemple précis des tentatives qui visent à fausser les évaluations de l'AIEA figurant dans son rapport biennuel présenté le 7 octobre 1996 au Conseil de sécurité et contenu dans le document S/1996/833. Le paragraphe 7 du dispositif comprend une évaluation inexacte et injuste de la façon dont l'Iraq s'est acquitté de ses obligations, et je voudrais citer quelques exemples.

Tout d'abord, ce paragraphe prie l'Iraq de coopérer sans réserve avec l'AIEA, alors que le rapport de l'AIEA déclare ce qui suit :

«Les interlocuteurs irakiens ont continué à coopérer avec l'AIEA d'une façon productive.»
(S/1996/833, par. 28)

Deuxièmement, le paragraphe 7 du dispositif note avec préoccupation que :

«le 7 juillet 1996, l'Iraq a fait obstacle à l'accès immédiat de l'équipe de l'Agence à certaines installations.»

Cela n'est pas exact. Le paragraphe 8 du rapport de l'AIEA décrit les faits comme suit :

«Le 7 juillet 1996, l'équipe chargée de la cinquième de ces inspections pluridisciplinaires a eu du mal à accéder immédiatement à un de ces sites. Il s'agissait d'inspecter un immeuble industriel situé dans l'enceinte d'un camp militaire. À l'entrée du camp, les membres de l'équipe de l'AIEA et de la Commission spéciale ont été informés qu'il s'agissait d'une installation des gardes spéciaux et qu'elle était de ce fait considérée comme un site sensible. Il fallait donc appliquer les modalités d'inspection des sites sensibles de la Commission spéciale. L'équipe a attendu pendant environ deux heures, au poste de garde, l'arrivée de Bagdad d'un officier supérieur irakien avant d'être autorisée à entrer et à procéder à l'inspection. Aucun indice se rapportant à des équipements, des matériaux ou des activités interdits n'a été détecté.» (*Ibid.*, par. 8)

Il ressort clairement de ce paragraphe du rapport de l'Agence qu'il ne s'agissait nullement de retard, mais tout simplement de l'application des modalités d'inspection des sites sensibles convenues le 22 juin 1996 entre la Commission spéciale et l'Iraq. De même, ce paragraphe confirme que les inspecteurs n'ont décelé aucun indice se rapportant à des équipements, des matériaux ou des activités interdits.

Troisièmement, on peut lire au paragraphe 7 du dispositif que l'Iraq

«avait omis de communiquer à l'Agence des informations concernant son programme d'armement nucléaire en violation des obligations qui lui incombent en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.»

Le rapport de l'AIEA ne parle pas du passé. Aussi le projet de résolution ne devrait-il pas tenter de justifier la poursuite du blocus en invoquant des situations déjà réglées.

Quatrièmement, le paragraphe 7 du dispositif

«souligne que l'équipe continuera d'exercer son droit d'enquête.»

C'est là un extrait incomplet et hors contexte du paragraphe 28 du rapport de l'AIEA, qui commence ainsi :

«L'AIEA continue à mettre en oeuvre scrupuleusement son plan de contrôle et de vérification continus du respect par l'Iraq des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.» (S/1996/833, par. 18)

Dès lors, le projet de résolution devrait faire allusion à la scrupuleuse mise en oeuvre du plan de contrôle et de vérification continus telle que mentionnée dans le rapport de l'Agence.

Cinquièmement, le paragraphe 7 du dispositif omet de parler des nombreux faits positifs indiqués dans le rapport de l'AIEA, comme au paragraphe 28, par exemple :

«Depuis la présentation de son dernier rapport au Conseil, l'AIEA n'a constaté aucune activité contraire aux résolutions susmentionnées et n'a pas observé la présence en Iraq d'équipements et de matières interdits par ces résolutions.» (*Ibid.*)

Le projet de résolution ne fait pas non plus allusion au paragraphe 29 de l'AIEA, qui précise que :

«Toutes les matières nucléaires spéciales (uranium hautement enrichi ou plutonium) trouvées en Iraq ont été enlevées et l'infrastructure industrielle que l'Iraq avait mise en place pour produire des matières nucléaires spéciales et les utiliser pour des armes ont été détruites.» (*Ibid.*, par. 29)

Toutes ces références prouvent l'énorme différence qui existe entre le paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution et l'évaluation que donne l'AIEA dans son rapport. Les raisons politiques en sont on ne peut plus claires et tout le monde les connaît.

Voilà pourquoi ma délégation propose d'amender le projet de résolution en remplaçant le paragraphe 7 du dispositif par le texte suivant :

«Félicite également le Directeur général de l'Agence et ses collaborateurs de la diligence dont ils ont fait preuve dans l'application des résolutions du Conseil de sécurité 687 (1991) du 3 avril 1991, 707 (1991) du 15 août 1991 et 715 (1991) du 11 octobre 1991, et appuie les conclusions et évaluations figurant dans le rapport semestriel unifié du Directeur général de l'AIEA, soumis au Conseil de sécurité le 7 octobre 1996 (S/1996/833), et engage l'Iraq à poursuivre sa coopération avec l'AIEA en vue de la mise en oeuvre intégrale des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.»

Ce nouveau paragraphe que nous proposons correspond à l'évaluation de l'AIEA; il n'y ajoute rien. Nous appelons donc les États Membres à l'appuyer.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le cadre du débat sur cette question.

J'informe les Membres que depuis la présentation du projet de résolution A/51/L.9/Rev.1, les pays suivants s'en sont portés coauteurs : El Salvador et Islande.

Nous allons maintenant examiner le projet de résolution A/50/L.9/Rev.1 et l'amendement à ce projet, contenu dans le document A/51/L.11.

Avant de donner la parole au premier orateur pour une explication de vote avant le vote, je rappelle aux délégations que les explications de vote sont limitées à 10 minutes et qu'elles doivent prendre la parole de leur place.

Je donne à présent la parole aux représentants qui souhaitent faire une déclaration pour expliquer leur vote avant le vote.

M. Kim Chang Guk (République populaire démocratique de Corée) (*interprétation de l'anglais*) : Le problème nucléaire sur la péninsule coréenne est apparu lorsque les États-Unis ont déployé des armes nucléaires en Corée du Sud et suscité la méfiance nucléaire en République populaire démocratique de Corée.

Aussi continuons-nous de penser que le problème nucléaire sur la péninsule coréenne n'est pas de ceux dont on doit saisir les Nations Unies. Le Cadre agréé signé en octobre 1994 par la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis prouve à l'évidence que le problème nucléaire sur la péninsule coréenne est de nature politique et qu'il doit être réglé entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis.

Le problème nucléaire sur la péninsule coréenne ne sera définitivement réglé que lorsque le Cadre agréé signé par la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis, qui prévoit les modalités et la date de règlement de la question, aura été pleinement mis en oeuvre. Le point fondamental du Cadre agréé est l'instauration de la confiance entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis, la fourniture de réacteurs à eau légère par les États-Unis et le gel des réacteurs modérés par graphite. Le principe de l'action simultanée est vital pour la mise en oeuvre du Cadre agréé.

Dès que le Cadre agréé a été signé par la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis, la République populaire démocratique de Corée s'est scrupuleusement acquittée de son obligation de geler ses installations nucléaires. La République populaire démocratique de Corée coopère avec l'AIEA lors des inspections, tant de routine que spéciales, des installations nucléaires qui ne sont pas soumises au gel. Toutefois, les fonctionnaires de l'AIEA compliquent les choses en ignorant le Cadre agréé signé par la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis et en soulevant des questions qui ne devront être réglées que lorsqu'une bonne partie des réacteurs à eau légère auront été fournis.

Les fonctionnaires de l'AIEA ont des exigences insensées. Ils savent parfaitement que ce n'est pas en un ou deux ans que le Cadre agréé signé par la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis peut être mis en oeuvre. Nous ne pouvons donc voir dans ces exigences qu'une intention de faire revenir le problème nucléaire à son

point de départ en freinant la mise en oeuvre du Cadre agréé. Si les Nations Unies devaient prendre le parti des fonctionnaires de l'AIEA, elles ignoreraient ce faisant le Cadre agréé et nous imposeraient des exigences indues. Cela ne pourrait que mettre en péril le Cadre agréé signé par la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis.

Si l'on veut éliminer les causes profondes du problème nucléaire sur la péninsule coréenne, il est indispensable de susciter la confiance entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis en appliquant pleinement le Cadre agréé, qui prévoit le remplacement des réacteurs modérés par graphite par des réacteurs à eau légère ainsi que la normalisation des relations politiques et économiques entre les deux pays.

Les deux parties sont convenues que dans une période de trois mois après la signature de l'Accord-cadre, elles assoupliront les barrières sur le commerce et les investissements, y compris la levée des restrictions sur les services de communications et les transactions financières. Pour établir la confiance entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis, les États-Unis devraient s'acquitter de leurs engagements au titre de l'Accord-cadre, transformant ainsi les relations actuelles de confrontation en relations fondées sur la confiance.

Les politiques d'inimitié constantes de certains pays vis-à-vis de la République populaire démocratique de Corée ne contribuent pas au règlement des problèmes sur la péninsule coréenne. Le projet de résolution tend délibérément à faire pression sur nous, bien qu'il soit devenu clair pour tout le monde que la mise en oeuvre de l'Accord-cadre entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis est essentielle pour le règlement du problème nucléaire sur la péninsule coréenne. Ce projet de résolution remettra en question la mise en oeuvre de l'Accord-cadre au lieu de contribuer à régler la question nucléaire. Nous ne pouvons le considérer que comme une tentative imprudente de la part de certaines forces qui sont absolument décidées à freiner la mise en oeuvre de l'Accord-cadre. Si ces forces sont réellement préoccupées par la question nucléaire sur la péninsule coréenne, elles devraient essayer de contribuer à créer un environnement propice à la mise en oeuvre de l'Accord-cadre entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis. C'est pourquoi la délégation de la République populaire démocratique de Corée votera contre le projet de résolution dans son ensemble.

M. Kumar (Inde) (*interprétation de l'anglais*) : En tant que membre de l'Agence internationale de l'énergie

atomique (AIEA) depuis sa création en 1957, l'Inde a toujours accordé la plus haute importance aux objectifs de l'AIEA. Nous participons activement aux activités de l'Agence. Vu que ce projet de résolution porte sur les activités de l'AIEA dans leur ensemble, auxquelles nous attachons beaucoup de prix, nous ne nous y opposerons pas. Néanmoins, l'alinéa 3 du préambule présente beaucoup de difficultés pour nous. Le texte de l'alinéa 3 du préambule du projet de résolution A/51/L.9 fait état d'un lien entre l'adhésion au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et la liberté de faire des recherches sur l'énergie nucléaire, de produire et d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. L'article II du statut de l'AIEA affirme :

«L'Agence s'efforce de hâter et d'accroître la contribution de l'énergie atomique à la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier. Elle s'assure, dans la mesure de ses moyens, que l'aide fournie par elle-même ou à sa demande ou sous sa direction ou sous son contrôle n'est pas utilisée de manière à servir à des fins militaires.» (*Statut de l'Agence internationale de l'énergie atomique, art. II*)

Par ailleurs, l'article IV C précise :

«L'Agence est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses membres.» (*Ibid., art. IV, C*)

L'objectif de ces articles du statut de l'AIEA est de toute évidence d'encourager le libre accès des États membres à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire sans discrimination aucune.

Toute discrimination perçue aura des conséquences inévitables sur la façon dont les États membres honoreront leurs obligations vis-à-vis de l'Agence. Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires n'est pas un traité universel et ne peut pas être utilisé pour établir une différenciation entre les membres de l'Agence. En sous-entendant que l'adhésion au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, sur lequel les vues de mon gouvernement sont bien connues, a une incidence sur l'accès à l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, le projet de résolution s'écarte des objectifs consacrés dans le Statut. C'est pourquoi nous avons été obligés de demander un vote sur l'alinéa 3 du préambule et nous voterons contre.

M. Robinson (États-Unis) (*interprétation de l'anglais*) : L'amendement proposé par l'Iraq semble vouloir simplifier le paragraphe 7 du dispositif du projet de la résolution. Mais en réalité, il le fait de façon incorrecte et déséquilibrée. Cette année, le rapport de l'Agence concer-

nant l'Iraq signale pour la première fois quelques aspects positifs dans le comportement iraquien, tout en continuant d'énumérer plusieurs domaines dans lesquels l'Iraq a refusé d'honorer ses obligations.

Le texte proposé par les auteurs, tout en manquant de précision sur un point, comme nous l'avons expliqué hier dans notre déclaration, reflète un équilibre prudent et généralement correct des principaux éléments positifs et négatifs contenus dans le rapport. Par opposition, l'amendement iraquien tend à prétendre que le rapport de l'Agence ne comporte aucune indication négative sur le comportement de l'Iraq et que la coopération iraquienne est totale. Au lieu d'appuyer simplement toutes les conclusions du rapport, ce que nous aurions pu accepter, l'amendement reprend hors contexte une seule conclusion positive comme si celle-ci constituait la seule information importante contenue dans le rapport.

Pour la troisième année consécutive, le représentant iraquien demande à l'Assemblée d'adopter un texte se rapportant à la coopération continue de l'Iraq. L'argument iraquien, selon lequel il coopère avec l'AIEA, était faux il y a 24 mois, alors que l'Iraq dissimulait aux inspecteurs de l'AIEA des centaines de milliers de pages de documents portant sur son programme nucléaire. Cet argument était faux il y a 24 mois, quand l'Iraq continuait de fournir en connaissance de cause des informations incorrectes dans ses prétendues déclarations détaillées, définitives et complètes, et le rapport de l'Agence ne contient pas le moindre indice que l'Iraq a pleinement coopéré. En fait, le rapport de l'Agence note que l'AIEA pense

«que l'Iraq conservait un dossier complet de son programme nucléaire.» (*S/1996/833, par. 26*)

Je demande instamment à mes collègues de voter contre cet amendement incorrect et partial et d'appuyer le texte soigneusement équilibré proposé par les auteurs.

M. Ladsous (France) : Un amendement a été proposé au sujet du paragraphe 7 du dispositif. Les termes de cet amendement sont dans la ligne du rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique et de ses conclusions. La France apporte son soutien à l'action de l'Agence. Elle souhaite que l'Iraq continue de coopérer avec celle-ci pour assurer la mise en oeuvre intégrale et sans délai des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

La France est coauteur du projet de résolution; elle s'en tient donc au paragraphe 7 tel qu'il est. Et c'est la

raison pour laquelle la France s'abstiendra sur cet amendement.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Nous venons d'entendre le dernier orateur au titre des explications de vote avant le vote.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/51/L.9/Rev.1 et sur l'amendement y relatif, qui figure au document A/51/L.11.

Conformément à l'article 90 du règlement intérieur, l'Assemblée se prononcera d'abord sur l'amendement distribué dans le document A/51/L.11.

Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Brunéi Darussalam, Cuba, Indonésie, Jamahiriya arabe libyenne, Malaisie, Nigéria, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Soudan, Viet Nam, Zimbabwe.

Votent contre :

Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Cambodge, Canada, Chili, Chypre, Costa Rica, Croatie, Danemark, El Salvador, Érythrée, Espagne, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, Grèce, Grenade, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Koweït, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Maldives, Mongolie, Népal, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Swaziland, Togo, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Zambie.

S'abstiennent :

Albanie, Bahreïn, Bélarus, Belize, Bénin, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Colombie, Égypte, Équateur, Fédération de Russie, France, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Inde, Jamaïque, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Madagascar, Mali, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Myanmar, Niger, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, République domini-

caine, Saint-Marin, Sainte-Lucie, Sierra Leone, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Thaïlande, Venezuela.

Par 71 voix contre 11, avec 41 abstentions, l'amendement est rejeté.

Le Président (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée générale va maintenant voter sur le projet de résolution A/51/L.9/Rev.1.

Un vote enregistré séparé a été demandé sur le troisième alinéa du préambule.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bélarus, Belgique, Bénin, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Myanmar, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Sainte-Lucie, Samoa, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Inde, Indonésie, Israël.

S'abstiennent :

Bahamas, Belize, Cuba, Micronésie (États fédérés de), Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, Sierra Leone, Soudan, Vanuatu.

Par 123 voix contre 3, avec 11 abstentions, le troisième alinéa du préambule est maintenu.

Le Président (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée va maintenant voter sur le projet de résolution A/51/L.9/Rev.1 dans son ensemble.

Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Sainte-Lucie, Samoa, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Liban, République populaire démocratique de Corée.

S'abstiennent :

Chine, Cuba, Micronésie (États fédérés de), République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, Soudan, Vanuatu, Viet Nam.

Par 141 voix contre 2, avec 8 abstentions, le projet de résolution dans son ensemble est adopté (résolution 51/10).

La délégation du Soudan a ultérieurement informé le Secrétariat qu'elle entendait voter pour le troisième alinéa du préambule, et les délégations de l'Angola, du Bouthan et de Vanuatu qu'elles entendaient voter pour le projet de résolution dans son ensemble.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je vais maintenant donner la parole aux représentants qui souhaitent intervenir au titre des explications de vote. Je rappelle aux délégations que les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M. Abou-Habid (République arabe syrienne) (*interprétation de l'arabe*) : Ma délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution A/51/L.9/Rev.1, parce qu'Israël n'a pas adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). C'est la raison pour laquelle il n'a pas été possible, en dépit des efforts déployés par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et en particulier par son Directeur général, M. Hans Blix, de faire du Moyen-Orient une zone exempte d'armes nucléaires. Israël est le seul pays de la région qui n'a pas encore adhéré au Traité. De plus, le fait qu'il a déclaré qu'il n'avait pas l'intention d'y adhérer et de placer ses installations sous le régime de garanties de l'AIEA représente un danger pour la région et pour le monde entier.

Le refus obstiné d'Israël risque également de mettre en péril la paix et la sécurité internationales. Nous espérons que les efforts de la communauté internationale et de l'AIEA seront couronnés de succès et qu'ils persuaderont Israël d'adhérer au TNP de façon que la région du Moyen-Orient, comme d'autres régions du monde, devienne une zone exempte d'armes nucléaires, contribuant ainsi à l'instauration de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans la région et à travers le monde.

En ce qui concerne le treizième alinéa du préambule relatif à la composition des groupes régionaux, nous appuyons les commentaires du représentant de l'Égypte sur l'amendement de l'article VI du statut de l'Agence. Car nous devons tenir compte du fait que, conformément à cet

alinéa, l'adhésion d'un État à un groupe régional est soumise à l'approbation de tous les États de ce groupe régional.

M. Seydou (Niger), Vice-Président, assume la présidence.

Nous tenons à ajouter qu'Israël doit tout d'abord adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) car il s'agit là d'une condition *sine qua non* et préalable à toute tentative israélienne de s'associer à la région. Selon nous, la région est, dans les faits, régie par le TNP. Il faut donc qu'Israël respecte l'ordre naturel des choses et ne mette pas la charrue devant les boeufs.

M. Sha Zukang (Chine) (*interprétation du chinois*) : La délégation chinoise tient à féliciter l'AIEA pour le travail qu'elle a effectué l'année dernière. Dans l'ensemble, nous sommes satisfaits du rapport de l'Agence. Étant donné la nouvelle situation internationale, la contribution de l'Agence est de grande importance dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et de la coopération internationale, ainsi que dans ceux de l'application des garanties de supervision et de la prévention de la prolifération des armes nucléaires. Nous attendons de l'Agence qu'elle poursuive sa tâche en la matière.

La délégation chinoise appuie l'essentiel du contenu du projet de résolution intitulé «Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique». Nous ne pouvons cependant pas adhérer à certaines parties du texte, en particulier aux paragraphes 6 et 7 du dispositif. La Chine a toujours eu foi dans le règlement des problèmes au moyen du dialogue et de la consultation sur un pied d'égalité. Exercer une pression par le biais d'une résolution, non seulement ne conduit pas au règlement des problèmes mais ne peut que les compliquer davantage. En outre, la délégation chinoise a des réserves à l'égard de certaines résolutions du Conseil des gouverneurs et de la Conférence générale de l'Agence, mentionnées dans le projet de résolution.

Compte tenu de cette position, ma délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution A/51/L.9/Rev.1.

M. Pham Quang Vinh (Viet Nam) (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée générale vient de se prononcer sur un projet de résolution relatif au travail de l'Agence pour 1995. Ma délégation attache une grande importance aux travaux de l'AIEA, dont le but est de promouvoir l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, d'étendre la coopération, notamment l'assistance technique pour

l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, et d'assurer que cette énergie nucléaire soit exclusivement utilisée à des fins pacifiques. L'AIEA, grâce à ses activités et à ses programmes portant sur la coopération et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, a grandement contribué au développement économique des pays et au bien-être des populations dans le monde. En particulier, l'Agence a fourni une précieuse assistance, technique et matérielle, aux pays en développement pour répondre à leurs besoins spécifiques dans le cadre de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et de développement économique.

L'AIEA joue un rôle important pour assurer une mise en oeuvre efficace du système de garanties. L'AIEA a également grandement contribué aux efforts visant à assurer la sûreté nucléaire, la protection radiologique et la gestion des déchets radioactifs afin de réduire les risques d'atteinte à la vie, à la santé et à l'environnement. Ma délégation se joint aux félicitations adressées par l'Assemblée générale à l'AIEA pour le travail qu'elle effectue. Nous souscrivons aux nombreuses remarques positives faites à propos de la tâche accomplie par l'AIEA et figurant dans la résolution qui vient d'être adoptée.

Chaque année l'Assemblée examine la question intitulée «Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique». L'élément essentiel de cet exercice devrait, en ce qui concerne l'Assemblée, consister à exprimer la satisfaction du travail d'ensemble réalisé par l'AIEA et à l'appuyer. Il convient donc d'être prudent pour ce qui touche aux questions sur lesquelles des avis divergents existent au sein de l'Agence. Cependant, une partie de la résolution contient des dispositions ayant de sérieuses incidences sur la souveraineté et l'intégrité territoriale des États. Ce sont là des principes fondamentaux qui doivent, en toutes circonstances, être défendus.

Tout en appréciant hautement la noble tâche entreprise par l'AIEA, ma délégation, compte tenu des principes du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États, a malheureusement dû s'abstenir lors du vote.

M. Danesh-Yazdi (République islamique d'Iran) (*interprétation de l'anglais*) : Je prends la parole pour expliquer la position de ma délégation sur le projet de résolution A/51/L.9/Rev.1. Nous nous sommes exprimés en faveur de ce texte. Cependant, nous avons des réserves à l'égard du treizième alinéa du préambule et du paragraphe 3 du dispositif.

Au treizième alinéa du préambule concernant le classement des États Membres en groupes régionaux, nous sommes convaincus que le regroupement d'États Membres doit être conforme à la détermination visant à faire progresser constamment le travail de l'AIEA et, en conséquence, qu'il devrait appartenir aux régions de prendre la décision finale d'inclure de nouveaux membres dans leur groupe. Pour ce qui est du paragraphe 3 du dispositif, concernant le renforcement de l'efficacité du système des garanties, mon pays appuie pleinement cette initiative et participe activement aux travaux du Comité chargé de rédiger le protocole. Cependant, nous pensons que celui-ci devrait tendre à renforcer la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques des techniques nucléaires et ne devrait pas être limitée aux seuls pays ayant déjà des accords de garanties intégrales avec l'Agence. Il devrait plutôt engager tous les États parties au Traité sur la non-prolifération, sans exception.

M. Yativ (Israël) (*interprétation de l'anglais*) : Je souhaite expliquer le vote d'Israël sur la résolution intitulée «Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique». Je tiens tout d'abord à exprimer ma gratitude et celle de ma délégation aux auteurs du texte, qui se sont efforcés de faire figurer la contribution d'Israël au préambule de la résolution qui vient d'être adoptée. En ce qui concerne la contribution de l'Égypte au préambule, j'aimerais rappeler la position d'Israël, à savoir que le séminaire sur les techniques de vérification qui sera parrainé par l'AIEA n'est absolument pas lié à la résolution relative à l'application des garanties de l'AIEA au Moyen-Orient, qui a été adoptée à la dernière Conférence générale de l'AIEA.

Le vote d'Israël en faveur de la résolution dans son ensemble est un témoignage d'appréciation du travail professionnel réalisé par l'AIEA dans différents secteurs de sa compétence. Néanmoins, en ce qui concerne le troisième alinéa du préambule de la résolution, nous sommes convaincus que l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques devrait être conduite, tel que cela est décrit dans le statut de l'Agence, sur la base de l'égalité, qu'un État membre de l'Agence soit ou non partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. En conséquence, Israël a dû émettre un vote négatif sur le troisième alinéa du préambule de la résolution.

M. Dlamini (Swaziland) (*interprétation de l'anglais*) : Ma délégation a voté pour cette résolution; notre position a été influencée, certes, par l'esprit et la lettre du Traité de Pelindaba, que le Royaume du Swaziland a eu l'honneur de ratifier. En conséquence, nous demandons instamment qu'une certaine transparence prévale entre tous les États qui

produisent de l'énergie nucléaire, de sorte que l'on puisse constater que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) est honoré et respecté par tous les États Membres des Nations Unies.

M. Hasan (Iraq) (*interprétation de l'arabe*) : La délégation de mon pays n'a pas participé au vote car nous n'avons pas versé notre contribution en raison de l'embargo total imposé à l'Iraq au titre des résolutions du Conseil de sécurité, et parce que le Comité des contributions n'a pas donné suite à notre demande d'ajournement du paiement de notre contribution jusqu'à la levée de l'embargo.

Si nous avions eu le droit de voter, nous aurions voté contre le paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution parce qu'il nuit à la crédibilité de l'AIEA. Nous aurions voté contre le projet de résolution dans son ensemble parce qu'il contient ce paragraphe — le paragraphe 7 du dispositif — qui n'est pas équilibré et qui exploite les projets de résolution sur l'AIEA à des fins politiques, notamment en vue de perpétuer les sanctions complètes. Cela s'applique également à l'alinéa 13 du préambule du projet de résolution révisé.

J'aimerais remercier les pays qui ont voté pour l'amendement que nous avons proposé. J'aimerais également remercier les pays qui se sont abstenus. Nous considérons ces abstentions comme un rejet du libellé non équilibré contenu dans le paragraphe 7 du dispositif.

M. Abdel Aziz (Égypte) (*interprétation de l'anglais*) : J'aimerais commencer par remercier les coauteurs, en particulier la délégation canadienne, des efforts qu'ils ont déployés pour prendre en compte notre proposition ainsi que celles d'Israël contenues dans la version révisée du projet de résolution.

La délégation égyptienne s'est abstenue sur l'amendement relatif au paragraphe 7 du dispositif présenté par l'Iraq dans le document A/51/L.11, pour une raison fondamentale : le paragraphe particulier concernant l'Iraq dans le projet de résolution devrait refléter un équilibre entre les aspects positifs et les aspects négatifs de la question, équilibre qui a été très correctement reflété dans le rapport du Directeur général sur ce sujet, ainsi que dans la résolution adoptée par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur cette question, lors de sa dernière Conférence générale, en septembre 1996.

Si l'amendement présenté par l'Iraq, tel qu'il est contenu dans le document A/51/L.11, ne se concentre que sur des aspects positifs, nous considérons que le paragraphe

7 du dispositif, tel qu'il est présenté actuellement, ne reflète pas de façon exacte l'équilibre délicat existant entre les aspects positifs et les aspects négatifs, tels qu'ils sont exposés en particulier dans le rapport du Directeur général et la résolution de l'AIEA sur le sujet, où il est davantage question d'aspects positifs que négatifs. En dépit de cela, nous avons voté pour le projet de résolution dans son ensemble afin de confirmer notre appui continu à tous les aspects des activités de l'AIEA.

S'agissant de l'explication de vote que vient de donner le représentant d'Israël en ce qui concerne l'alinéa 6 du préambule, l'Égypte voudrait souligner que la déclaration faite par le Président de la Conférence générale de l'AIEA à sa quarantième session relative au séminaire sur les garanties a été adoptée au titre du point 23 de l'ordre du jour de la Conférence, intitulé «Application des garanties de l'AIEA au Moyen-Orient». Cela peut être confirmé si l'on regarde le texte final de cette déclaration, tel qu'il est reflété dans l'un des documents officiels de l'Agence, et le représentant d'Israël peut noter que le titre du point 23 de l'ordre du jour est en effet : «Application des garanties de l'AIEA au Moyen-Orient».

M. Amer (Jamahiriya arabe libyenne) (*interprétation de l'arabe*) : Notre délégation a voté pour le projet de résolution contenu dans le document A/51/L.9/Rev.1, mais je tiens à déclarer que si le treizième alinéa du préambule avait été mis aux voix séparément, notre délégation aurait voté contre.

M. Moubarak (Liban) : Je voudrais uniquement dire que ma délégation avait l'intention de s'abstenir, mais que, par erreur, elle a appuyé sur le bouton rouge. Je voudrais donc que mes remarques soient incluses dans le procès-verbal de la séance. Le Liban s'abstient sur le projet de résolution en question.

M. Babar (Pakistan) (*interprétation de l'anglais*) : Le Pakistan s'est abstenu lors du vote sur le troisième alinéa du préambule qui assujettit la coopération pour l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques à des engagements réciproques à l'égard d'accords ayant force obligatoire en matière de non-prolifération nucléaire.

Nous sommes attachés aux objectifs de la non-prolifération mais nous croyons que l'accès à l'énergie nucléaire à des fins pacifiques est un droit dont devraient jouir tous les États. Ce point de vue a également été appuyé par la communauté internationale dans le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Le Pakistan ne peut donc accepter un lien d'assujettissement quelconque sur cette question.

M. Sriyono (Indonésie) (*interprétation de l'anglais*) : S'agissant du vote séparé sur le troisième alinéa du préambule du projet de résolution, ma délégation souhaite signaler que l'Indonésie a voté pour cet alinéa, tel qu'il est formulé.

Le Président par intérim : Le Secrétariat prendra donc note de votre déclaration.

Nous venons donc d'entendre le dernier orateur qui souhaite expliquer son vote après le vote.

Un représentant a demandé à exercer son droit de réponse. Je rappelle aux représentants que la durée de la première intervention dans l'exercice du droit de réponse est limitée à dix minutes et celle de la seconde intervention à cinq minutes, et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M. Kim Chang Guk (République populaire démocratique de Corée) (*interprétation de l'anglais*) : Je prends la parole pour exercer mon droit de réponse à propos de ce qu'ont dit les représentants du Japon, de l'Irlande, des États-Unis et d'autres pays, qui ont parlé de mon pays. Ma déclaration se propose d'aider à faire comprendre la gravité de la question nucléaire sur la péninsule coréenne.

Le Cadre agréé entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis énonce clairement nos obligations à toutes les étapes de la mise en oeuvre du Cadre agréé, pour ce qui a trait à la coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Étant donné notre statut particulier dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), nous coopérons avec l'AIEA bien au-delà des obligations spécifiées dans le Cadre agréé.

Il est bien connu que la question nucléaire sur la péninsule coréenne est un grave problème politique et militaire qui affecte la paix et la sécurité sur la péninsule coréenne et dans le monde. Elle ne peut être confiée à l'AIEA qui est une institution technique. La question nucléaire sur la péninsule coréenne ne peut être réglée qu'entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis, et non par l'AIEA.

Les arguments avancés par certains pays selon lesquels la République populaire démocratique de Corée ne coopère pas avec l'AIEA et ne met pas en oeuvre les obligations découlant de l'accord de garanties contre l'AIEA et la

République populaire démocratique de Corée ont pour but d'entraver la mise en oeuvre du Cadre agréé.

Ils pourraient penser qu'il est de bon ton de s'attaquer à la République populaire démocratique de Corée chaque fois que des questions nucléaires sont débattues sur la scène internationale. Ils doivent savoir que cela est très dangereux pour la mise en oeuvre du Cadre agréé.

Le Cadre agréé entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis n'est pas basé sur la confiance mais sur le principe de mesures simultanées prises par les deux parties. Nous n'accepterons pas les injonctions et les pressions unilatérales et entachées de préjugés à notre rencontre.

Il ne faut pas non plus qu'ils pensent que nous allons assumer les obligations de façon unilatérale. Les tentatives par ces pays de faire pression sur la République populaire démocratique de Corée ne feront qu'entraver plutôt que d'aider le règlement de la question nucléaire sur la péninsule coréenne.

Quant à la déclaration faite par le représentant de la Corée du Sud, je ne vais pas y répondre car les autorités sud-coréennes sont des traîtres à la nation et des criminels qui ont introduit des armes nucléaires américaines dans l'espace vital de notre nation. Mais malgré cela ils n'ont rien à dire sur la question nucléaire sur la péninsule coréenne. J'ignorerai donc les propos du représentant de la Corée du Sud, qui ne méritent pas qu'on s'y arrête. Parfois les chiens aboient à la lune.

M. Chun (République de Corée) (*interprétation de l'anglais*) : La Corée du Nord a essayé encore une fois d'utiliser le Cadre agréé de Genève avec les États-Unis comme excuse pour ne pas respecter l'accord de garanties conclu dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Cette excuse n'a pas de sens.

Le Cadre agréé entre les États-Unis et la République populaire démocratique de Corée est un accord bilatéral, tout comme la Déclaration conjointe Nord-Sud sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne entre les deux parties coréennes. La Corée du Nord a bien sûr des obligations juridiques bilatérales à l'égard des deux arrangements. Nous n'avons aucun doute qu'une fois pleinement mis en oeuvre, ces arrangements bilatéraux peuvent compléter le régime de non-prolifération mondial et contribuer à la solution définitive de la question nucléaire nord-coréenne.

Mais il faut aussi rappeler que nous traitons ici de la question nucléaire nord-coréenne dans le contexte des obligations multilatérales de la Corée du Nord au titre du TNP. C'est dans ce contexte que le Conseil de sécurité, se prononçant sur le Cadre agréé, a souligné dans sa déclaration présidentielle en date du 4 novembre 1994 (S/PRST/1994/64), que l'Accord de garanties continuait d'avoir force obligatoire et demeurait en vigueur, et qu'il comptait sur la République populaire démocratique de Corée pour agir en conséquence. Il avait également pris note avec satisfaction du Cadre agréé qui constitue un pas en avant sur la voie de la dénucléarisation de la péninsule coréenne et du maintien de la paix et de la sécurité dans la région.

Aux fins de préserver la crédibilité et l'intégrité du régime de non-prolifération nucléaire et du système de garanties de l'AIEA, il incombe aux Nations Unies, en tant qu'organe central doté de responsabilités et d'une compétence mondiales, d'appeler l'attention sur le seul cas au monde de non-respect patent et persistant des obligations au titre de l'accord des garanties.

Nous redisons que les accords bilatéraux ne sauraient remplacer les obligations multilatérales de la Corée du Nord envers tous les États parties au TNP ni contrevenir à celles-ci. Une fois de plus, nous prions instamment la Corée du Nord de se conformer pleinement et sans délai à ses obligations au titre de l'accord de garanties conclu dans le cadre du TNP. Nous lui demandons en outre de respecter le Cadre agréé et la Déclaration conjointe Nord-Sud sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

Je voudrais également dire un ou deux mots sur la forme et le style des remarques du représentant de la Corée du Nord, concernant notamment le choix malheureux mais délibéré de ses expressions. Nous regrettons l'absence évidente de retenue et de civilité dans le langage qu'il a choisi de tenir dans cette salle. L'hostilité dont nous venons tous d'être témoins est tristement caractéristique de la façon dont réagit la Corée du Nord à chaque fois qu'il est fait référence à des questions qu'elle a soulevées.

Les nombreuses délégations qui, comme la nôtre, sont habituées à la rhétorique intempérante de la Corée du Nord, peuvent considérer celle-ci comme une distraction gratuite, mais d'autres délégations, qui n'y sont pas habituées, peuvent se dire qu'elles viennent d'entendre le rugissement d'un dinosaure de la guerre froide qu'elles avaient cru depuis longtemps disparu ou les éclats de voix d'un extra-terrestre.

Néanmoins, il faut souligner que les calomnies de la Corée du Nord contre la République de Corée ne font pas que démontrer la crédibilité que méritent les remarques de la Corée du Nord, mais qu'elles constituent également un affront bien pesé aux plus de 180 pays qui entretiennent des relations diplomatiques avec la République de Corée et aux États Membres qui ont choisi mon pays pour servir dans d'importants organes de l'Organisation des Nations Unies.

Il est déplorable que la Corée du Nord persiste dans la même vieille attitude de confrontation, d'autant plus que mon gouvernement s'est engagé à fournir à la Corée du Nord deux réacteurs à eau légère coûtant des milliards de dollars, et à expédier 150 000 tonnes de riz pour nourrir la population nord-coréenne affamée. La Corée du Nord mord en vérité la main qui la nourrit et démontre seulement à quel point elle s'est éloignée et isolée du reste du monde.

Le mépris criant et persistant de la délégation de la Corée du Nord pour les normes acceptées et les critères minimums de décence attendus dans ce type de réunion internationale ne fait que souligner la nature et le degré de désespoir du régime qu'elle représente. Nous souhaitons rappeler à nos collègues de la Corée du Nord qu'ils peuvent se passer de toute publicité supplémentaire pour ce qu'ils représentent. Nul n'ignore que, pour survivre, le régime de Corée du Nord s'appuie sur un système de contrôle totalitaire et un culte anachronique de la personnalité, soutenus par une virtuelle mise en esclavage de la population nord-coréenne, laquelle est privée des droits de l'homme les plus fondamentaux, par le soutien au terrorisme international et par toutes les autres tactiques d'un État scélérat et raté.

Néanmoins, si le désespoir et la paranoïa des dirigeants nord-coréens sont devenus si aigus qu'ils les poussent à porter odieusement atteinte à la dignité de l'Assemblée et à insulter la République de Corée ainsi que la bonne conscience de la communauté internationale, on en vient à s'interroger sérieusement sur la viabilité future du régime.

Qu'il me soit permis de conclure avec un conseil à l'intention de nos collègues de la Corée du Nord : s'ils souhaitent jamais être considérés et traités comme autre chose que des parias dans la communauté internationale, ils gagneraient à faire un sérieux effort en vue de conformer leur langage et leur comportement aux normes et critères minimums de décence attendus dans un monde civilisé. Ils doivent garder à l'esprit que la Corée du Nord elle-même est son pire ennemi, aliénant et repoussant les autres États avec ses politiques d'isolement volontaire et de dogmatisme idéologique.

M. Kim (République populaire démocratique de Corée) (*interprétation de l'anglais*) : J'ai entendu une fois de plus les aboiements du chien. Les Sud-Coréens vivent dans une colonie. Ils ne disposent d'aucun droit dans leur propre pays, car ils sont occupés par un État suzerain.

Je voudrais une fois de plus expliquer notre position. L'action du représentant de la Corée du Sud dans cette salle est indécente. Nous débattons actuellement d'une question nucléaire. Sa déclaration porte sur les droits de l'homme, et il attaque même le système socialiste de notre pays. Il utilise cette séance pour calomnier notre pays. C'est l'acte indécent des chiens sud-coréens.

Ils essaient maintenant de freiner la mise en oeuvre du Cadre agréé entre les États-Unis et notre pays car ils ont très peur que nous améliorions nos relations bilatérales avec les États-Unis par-dessus leurs têtes. C'est pourquoi ils veulent à tout prix freiner la mise en oeuvre du Cadre agréé.

Le Cadre agréé a été accueilli avec satisfaction par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et le Conseil de sécurité. Il stipule clairement nos obligations, à chaque phase de sa mise en oeuvre, au regard de la coopération avec l'AEIA. Ils savent bien aussi que la question nucléaire sur la péninsule coréenne ne peut être résolue tant que le Cadre agréé n'est pas appliqué. En conséquence, leurs tentatives de freiner la mise en oeuvre du Cadre agréé visent à interrompre le processus de règlement de la question nucléaire sur la péninsule coréenne.

Parallèlement, ils parlent de dénucléariser la péninsule coréenne, mais ils n'ont aucun droit d'intervention sur la question nucléaire dans la péninsule coréenne. Nous avons essayé de mettre en oeuvre la Déclaration, mais les Sud-Coréens n'ayant aucun droit de regard sur les armes nucléaires des États-Unis, il est futile d'avoir ce type de déclaration entre nous et la Corée du Sud. La première mesure doit être prise entre nous et les États-Unis. Lorsque le Cadre agréé sera mis en oeuvre, la Déclaration de dénucléarisation sera appliquée automatiquement. En conséquence, les autorités de la Corée du Sud ne doivent pas tenter de calomnier notre pays devant l'Assemblée en soulevant les questions des droits de l'homme.

S'agissant des droits de l'homme, ils disposent d'une loi de sécurité nationale qui interdit aux Sud-Coréens de rencontrer toute personne du Nord. Ils arrêtent toute personne qui échange ne serait-ce qu'un mot avec nous. La loi de sécurité sud-coréenne est la seule loi privative de ce type dans le monde.

M. Chun (République de Corée) (*interprétation de l'anglais*) : La Corée du Nord a eu de nouveau recours aux remarques intempérantes caractéristiques de sa pratique habituelle. Je n'éprouve pas le besoin de souligner ici l'aspect déplacé de ces remarques. Nous les ignorerons et les tiendrons pour insensées et absurdes.

Je voudrais simplement souligner une fois de plus que calomnier la République de Corée comme s'y emploie la Corée du Nord, notamment avec des vocables tels que «colonie» ou «chien» non seulement démontre l'absurdité des allégations de la Corée du Nord mais constitue également, comme je l'ai dit précédemment, un affront

délibéré à tous les pays qui entretiennent des relations diplomatiques avec la République de Corée et aux États Membres qui ont élu mon pays à des organes importants de l'Organisation des Nations Unies.

Le Président par intérim : Puis-je considérer que l'Assemblée en a ainsi terminé avec l'examen du point 14 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 heures.